COMMUNE
D'AIGLE

LA MUNICIPALITÉ

Au Conseil communal d'Aigle

PRÉAVIS MUNICIPAL N° 2020-22 du lundi 16 novembre 2020

relatif à

L'ADOPTION D'UN NOUVEAU REGLEMENT GENERAL DE POLICE

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Conseillers,

1. PRÉAMBULE

Le règlement de police actuellement en vigueur date de 2011 et la Municipalité a décidé de l'actualiser. Certains articles, trop désuets, ont été adaptés et de nouvelles dispositions se sont avérées indispensables à prendre en regard de l'évolution de notre société.

2. HISTORIQUE

Le règlement de police du 16 juin 1978 a été abrogé, à la suite de l'adoption du nouveau règlement le 30 septembre 2011. Peu après, l'entrée en vigueur de la loi sur l'organisation policière vaudoise du 30 septembre 2011 (LOPV, BLV 133.05) a permis de redéfinir les missions générales des corps de police. Cette redéfinition a également conduit, le 1er juillet 2012, à la création de la police du Chablais vaudois, EPOC (Entente des Polices du Chablais vaudois), devenue association de communes depuis et accréditée définitivement à fin 2017.

L'entrée en vigueur au 1er mars 2016, de la Loi sur les amendes d'ordre communales du 29 septembre 2015 (ci-après LAOC, BLV 312.15) justifie également l'actualisation du règlement communal de police. Ce texte vise à introduire une procédure d'amende d'ordre pour les contraventions relevant du droit communal sans lourdeur administrative. Elle comprend les infractions mineures qui portent atteinte à la propreté du territoire communal et à la qualité de vie.

3. CONTEXTE ACTUEL

L'établissement du règlement de police est une des tâches importantes des communes vaudoises. L'article 94 de la loi sur les communes indique que celles-ci ont l'obligation de posséder un tel règlement. Dit règlement a trait majoritairement à la police locale exercée par la Municipalité.

Le règlement général de police (ci-après RGP) vise à rendre possible, sur le territoire de la commune, la juste application de la législation existante et à mettre en œuvre des règles regroupées sous l'appellation générique de la clause générale de police. Cette notion comprend les règles nécessaires au maintien de la sécurité, de la tranquillité et de l'ordre publics, au respect de la décence et des bonnes mœurs, ainsi qu'à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Le RGP constitue ainsi la base légale formelle de nombreuses décisions municipales. Il comporte aussi des règles traitant de la procédure de décision au plan communal.

Une tentative d'édicter un règlement intercommunal valable pour les trois communes de l'EPOC s'est heurtée à des difficultés juridiques importantes. Il a donc été décidé que chacune d'elle doit disposer de son propre règlement.

4. DESCRIPTION DU PROJET

Adopté par la Municipalité en date du 20 avril 2020, le projet de règlement a été transmis à la Direction des affaires communales et droits politiques (DGAIC, ex-SCL) pour avis préalable quant à la légalité du texte. La police intercommunale du Chablais a également été consultée pour les aspects pratiques. Ceux-ci ayant transmis leurs remarques et commentaires qui ont été intégrés dans le projet, la Municipalité soumet donc ledit projet de règlement général de police au Conseil Communal pour adoption, afin d'être en accord avec la loi cantonale et d'actualiser son dispositif règlementaire.

Se fondant sur le règlement-type mis à disposition par le canton, la Municipalité s'est efforcée d'élaborer un règlement s'adaptant à notre commune et à son évolution dans les années à venir. Dès lors si la forme a évolué par rapport au règlement de 2011, le fond reste très largement le même, bien que parfois réorganisé différemment. De manière générale, tous les articles sont plus complets, mieux définis et plus précis que dans le règlement actuellement en vigueur. Ce nouveau texte comprend 166 articles, contre 113 précédemment.

Afin de faciliter le travail du Conseil communal, le document joint confronte le projet de nouveau règlement au texte actuel (règlement miroir).

5. MOTIVATION DE LA MUNICIPALITÉ

Bien que depuis 2011, la société n'a pas évolué de manière inconsidérée, la ville évoluant, de nombreux articles de l'actuel règlement sont obsolètes et des "nouveautés" telle la présence de drones par exemple, ne sont pas évoquées. Il permet également de combler les lacunes de réglementation qui ont été constatées sur la base du règlement actuel.

6. PROCÉDURE ET DÉLAIS DE RÉALISATION

Le texte communal du règlement, une fois approuvé par le Conseil communal, doit être soumis au Canton pour adoption avant que ne courent les délais référendaires et de recours.

7. ÉLÉMENTS DE COMPARAISON

Bien que la tentative d'édicter un règlement intercommunal dans le cadre de l'EPOC n'ait pas abouti, le présent projet a toutefois été établi en suivant au mieux les projets élaborés par les Communes d'Ollon (2018) et Bex (2019). Notre texte est donc très proche.

8. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Environnement : rien à signaler.

Social : La société évoluant, il est indispensable que le corpus législatif évolue avec elle. Dans ce contexte, le Règlement général de police se doit d'être « à la page ».

Economie : rien à signaler.

La mesure proposée s'inscrit donc dans une logique de **développement durable**.

9. INCIDENCES FINANCIERES

Aucune.

10. CONCLUSIONS

En conclusion, nous avons l'honneur, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de vous demander de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL D'AIGLE

- Vu le préavis n° 2020-22 du lundi 16 novembre 2020
- Ouï le rapport de la Commission chargée de l'étude de cet objet
- Considérant que ledit objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'approuver le nouveau « Règlement général de police ».
2. de soumettre ce règlement au Canton pour approbation.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le Syndic :

F. Borloz

La Secrétaire :

A. Décaillet

Municipal délégué : M. J.-L. Duroux, Municipal

Annexe : - Règlement général de police (miroir)

Règlement actuel	Règlement projet 2020	Remarques
Titre premier – Dispositions générales	**Titre premier – Dispositions générales**	
Chapitre I - Attributions et compétences	**Chapitre I – But, champ d'application et compétences**	
Article premier – Police municipale Le règlement général de police institue la police locale au sens de la loi sur les communes.	**Article premier – But et définitions** [1] Le présent règlement institue la police communale au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC). [2] Au sens du présent règlement, on entend par : a. Police communale : les domaines prévus par l'article 43 de la loi du 28 février 1956 et par les lois spéciales ; b. Autorité municipale : la Municipalité, le dicastère ou le service chargé d'exercer les compétences prévues par l'article 43 de la loi du 28 février 1956 sur les communes et le présent règlement ; c. Autorité municipale en matière de poursuite et de répression des contraventions : l'autorité municipale prévue par la législation cantonale en matière de contraventions ; d. Corps de police : l'ensemble des agents au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise ; e. Dispositions d'application : l'ensemble des dispositions normatives édictées sur la base du présent règlement général de police ; f. Territoire communal : l'aire délimitée par les frontières de la commune sur toute la hauteur et la profondeur utiles ; g. Domaine public communal : toutes les parties du territoire communal qui n'appartiennent pas au domaine privé ou qui font l'objet de droits réels au bénéfice de la commune et qui sont à destination de l'usage commun du plus grand nombre d'administrés ; h. Domaine privé : toutes les parties du territoire communal sur lesquelles un ayant droit peut faire valoir un titre de propriété, de possession ou d'usage exclusif ; i. Domaine public cantonal : tous les objets que la loi place dans la dépendance du canton ; j. Voie publique : toute voie ouverte à la circulation publique, soit dès qu'elle est mise à la disposition d'un cercle indéterminé de personnes même si son usage est limité par sa nature, par son mode ou par le but de son utilisation ou à une catégorie d'usagers, par exemple des cyclistes, et indépendamment du fait	*Article complété par l'ajout des définitions utilisées, par analogie avec les règlements d'Ollon et de Bex*

Projet

	qu'elle se trouve sur le domaine public ou le domaine privé. k. Drone : tous les aéronefs sans occupants dont le poids est inférieur à 30 kg, au sens des articles 14b et suivants de l'ordonnance fédérale sur les aéronefs de catégories spéciales (OACS)	
Article 2 – Droit applicable Les dispositions du présent règlement sont applicables sous réserve des dispositions du droit fédéral ou cantonal, régissant les mêmes matières.		*Supprimé ; référence inutile au droit supérieur*
Article 3 – Champ d'application territorial Les dispositions du présent règlement sont applicables sur l'ensemble du territoire de la commune.	**Article 2 – Champ d'application territorial** Le présent règlement est applicable sur l'ensemble du territoire de la commune, y compris le domaine public cantonal inclus dans les limites de la commune, et, lorsqu'une disposition spéciale le prévoit, au domaine privé et à la voie publique.	
	Article 3 – Champ d'application personnel [1] Les dispositions du présent règlement sont applicables à l'ensemble des personnes se trouvant sur le territoire communal, indépendamment de leur lieu de domicile ou de séjour. [2] Lorsque l'application d'une disposition du présent règlement ou de ses dispositions d'application est subordonnée au domicile d'une personne, ce domicile est déterminé conformément aux règles du code civil.	*Nouveau*
	Article 4 – Compétences générales Dans le cadre du présent règlement, la Municipalité ou l'autorité délégataire exerce les compétences suivantes : a. maintenir l'ordre et la tranquillité publics ; b. veiller à la sécurité publique, notamment à la protection des personnes et des biens ; c. veiller au respect de la morale publique ; d. veiller à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques ; e. veiller au respect des lois et règlements.	*Nouveau*

Projet

	Article 5 – Délégation [1] La Municipalité peut, par décision, déléguer tout ou partie de ses compétences à la Direction de police ou au dicastère en charge de la gestion et de la surveillance du domaine public (autorité délégataire). L'autorité délégataire peut, sous sa responsabilité, déléguer tout ou partie de ses compétences à un service ou à des membres de l'administration communale. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut confier l'exercice des tâches relatives aux compétences visées à l'article 5 du présent règlement au corps de police au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise. [3] Les délégations doivent faire l'objet d'un règlement ou d'une décision de l'autorité délégatrice. [4] Les dispositions de la législation en matière cantonale sur les contraventions sont réservées.	*Nouveau*
	Article 6 – Compétence en matière de poursuite et de répression des contraventions [1] La Municipalité constitue l'autorité municipale en matière de poursuite et de répression des contraventions de compétence municipale. Elle peut déléguer cette compétence conformément aux dispositions de la législation en matière de poursuite et de répression des contraventions. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire est compétente dans les domaines suivants : a. dénonciation des infractions commises sur le territoire communal et, le cas échéant, transmission des rapports de dénonciations aux autorités ordinaires compétentes en matière de poursuite et de répression des contraventions et des infractions prévues par le droit cantonal et le droit fédéral ; b. poursuite et répression des infractions au présent règlement de police ou de compétence municipale dans les conditions prévues par la législation cantonale et fédérale ; c. exécution des sentences sanctionnant les infractions prévues	*Nouveau*

Projet

	visées par la let. b ci-dessus sous réserve des compétences octroyées à d'autres autorités par la législation cantonale.	
Article 4 – Compétence réglementaire de la Municipalité Dans les limites définies par le présent règlement la Municipalité édicte les règlements que le Conseil communal laisse dans sa compétence. En cas d'urgence, la Municipalité est compétente pour édicter des dispositions complémentaires au présent règlement ; ces dispositions ont force obligatoire sous réserve de leur approbation par l'autorité compétente dans le plus bref délai.	**Article 7 – Compétence en matière réglementaire** [1] La Municipalité est l'autorité compétente pour exécuter le présent règlement. [2] Elle arrête : a. les dispositions d'application du présent règlement qui lui sont déléguées par le conseil communal ; b. les tarifs pour la délivrance des autorisations en application du présent règlement et pour toutes autres prestations, notamment les actes, les décisions et les interventions de l'autorité compétente, pris en application du présent règlement ; c. en cas d'urgence, les directives complémentaires ou les mesures adéquates. [3] L'article 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.	*Article complété*
Article 5 – Tarifs La Municipalité arrête les tarifs des taxes et émoluments découlant du présent règlement. Les frais relatifs aux interventions de police, tels que transports de personnes, pose du sabot sur un véhicule, entreposage d'un véhicule en fourrière, frais d'intervention pour constats d'accident, mise à disposition du personnel policier, figureront dans le règlement « Perceptions communales »		*Repris dans les art. 7, al. 2, let. b et 11*
Article 6 – Obligation de prêter main forte Lorsqu'elle en est requise, toute personne est tenue de prêter main forte aux représentants de l'autorité dans l'exercice de leurs fonctions.	**Article 8 - Obligation d'assistance** [1] Dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement ou de ses dispositions d'application, la Municipalité ou l'autorité délégataire peut demander assistance à tout administré qui est tenu d'y donner suite sous réserve des peines prévues par le présent règlement ou ses dispositions d'application. [2] Le fait d'entraver l'action de la Municipalité, du corps de police ou de tout autre représentant de la Municipalité dans l'exercice de ses	*Article complété*

	fonctions ou de s'y opposer, est puni d'une amende de compétence municipale.	
Article 7 – Résistance, entrave, injures Toute résistance, entrave ou injures aux représentants de l'autorité communale dans l'exercice de leur fonction est punie dans la compétence municipale, sous réserve des peines plus fortes prévues par le code pénal suisse, selon la gravité du cas Le fait d'ignorer systématiquement des convocations peut être considéré comme une entrave à l'Autorité et puni au sens de cet article.		*Repris à l'art. 9*
Article 8 – Attribution de police de la Municipalité La Municipalité a la responsabilité de : 1) maintenir l'ordre et la tranquillité publics; 2) renvoyer temporairement des personnes d'un lieu ou leur en interdire l'accès : a. si elles sont menacées d'un danger grave ou imminent ; b. s'il y a de sérieuses raisons de soupçonner qu'elles ou d'autres personnes faisant manifestement partie du même attroupement menacent ou troublent la sécurité et l'ordre public ; c. si elles gênent les interventions visant au maintien ou au rétablissement de la sécurité et de l'ordre, en particulier les interventions de la police, des services de défense contre l'incendie et de secours ; d. si elles empêchent ou gênent la police municipale dans l'application des décisions exécutoires ou qu'elles s'ingèrent dans son action ; e. si elles font ou tentent de faire échec à l'action de la police municipale ; ou f. si elles y ont commis des actes de nature à compromettre la sécurité publique ; 3) veiller à la sécurité publique, en particulier à la protection des personnes et des biens ; 4) veiller à l'observation des règlements communaux et des lois en général.		*Supprimé car défini dans le droit supérieur (la loi sur les communes du 26 février 1956 - LC ; BLV 175.11)*

projet

Chapitre II - Répression des contraventions	Chapitre II – Procédure relative aux contraventions	
Article 9 – Répression des contraventions Les contraventions aux dispositions du présent règlement sont réprimées conformément à la législation cantonale sur les sentences municipales.	**Article 9 - Contraventions** [1] Toute infraction aux dispositions du présent règlement est passible d'une amende dans les limites fixées par la loi sur les contraventions. La répression des contraventions est de la compétence de la Municipalité, qui peut déléguer ses pouvoirs conformément aux dispositions de la loi sur les contraventions. [2] Sous réserve des dispositions du code pénal du 21 décembre 1937, sont également passibles de l'amende de compétence municipale, les contraventions suivantes : a. refus de donner suite à une demande d'assistance au sens de l'article 8 du présent règlement ; b. refus d'obtempérer à une injonction; ou c. refus, sans justes motifs, de donner suite aux convocations ou aux écritures de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. [3] Sans préjudice de l'amende prononcée par l'autorité municipale aux contraventions au présent règlement, la Municipalité ou l'autorité délégataire peut par décision : a. mettre fin à l'état de fait constitutif de la contravention ; b. ordonner aux contrevenants de se mettre en conformité sous menace des peines prévues par l'article 292 du code pénal du 21 décembre 1937 ; ou c. ordonner toutes mesures utiles à la mise en conformité à l'aune du présent règlement ou de ses dispositions d'application. [4] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut faire exécuter les mesures visées par l'al. 3 ci-dessus par voie de substitution ou d'exécution forcée, aux frais du contrevenant. La créance de la Municipalité vaut titre de mainlevée au sens de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite. [5] Dès qu'elle est saisie d'une dénonciation, l'autorité municipale vérifie qu'il s'agit d'une cause relevant de sa compétence. [6] L'autorité municipale assure la police des audiences. Elle peut infliger l'une des peines prévues par la législation cantonale en matière de poursuite et de répression des contraventions à celui qui	*Article complété*

Projet

	aura délibérément et gravement perturbé le déroulement de l'instruction.	
Article 10 – Exécution forcée Lorsque la contravention résulte d'une activité ou d'un état de fait durable ou encore d'une omission persistante de la part du contrevenant, la Municipalité peut soit y mettre fin aux frais de celui-ci, soit lui ordonner de cesser immédiatement de commettre la contravention, sous menace des peines prévues à l'article 292 du code pénal suisse.		*Repris à l'art. 9*
	Article 10 - Amende d'ordre [1] Les contraventions suivantes sont passibles d'une amende d'ordre au sens de la LAOC et selon la procédure prévue à l'art.8 de cette loi : a) sur le domaine public ou ses abords : 1. uriner, CHF 200.- 2. cracher, CHF 100.- 3. déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux, de manière immédiate ou médiate, CHF 150.- 4. abandonner de façon non conforme ses déchets sur la voie publique (y compris mégots de cigarettes, chewing gum, etc.), CHF 150.- 5. utiliser des sacs à ordures autres que ceux agréés par la Municipalité, CHF 150.- 6. utiliser un point de collecte des déchets en dehors des horaires prescrits, CHF 100.- 7. incinérer des déchets ailleurs que dans des installations d'élimination, CHF 200.- 8. introduire des matières indésirables dans les déchets destinés au recyclage, CHF 150.- 9. utiliser l'infrastructure pour éliminer des déchets non produits sur le territoire communal, CHF 150.- 10. mélanger des déchets devant faire l'objet de tri sélectif, CHF 150.- 11. déposer ou jeter des déchets, notamment papier, débris, emballage ou autres objets, CHF 100.- 12. apposer des affiches en dehors des endroits prévus à cet effet, CHF 150.-	*Nouveau*

Projet

	b) dans un cimetière ou un columbarium : 1. circuler, stationner des véhicules automobiles sans autorisation, CHF 60.- 2. déposer ou planter sur une tombe sans autorisation, CHF 100.- 3. introduire des chiens ou d'autres animaux, CHF 70.- [2] En plus des organes de police, les membres du personnel communal assermentés et formés conformément à la législation cantonale précitée sont compétents pour infliger les amendes d'ordre réprimant les infractions énoncées ci-dessus.	
	Article 11 - Qualité de dénonciateur [1] Sous réserve des dispositions légales et réglementaires cantonales, les personnes suivantes sont habilitées à dresser des rapports de dénonciation : 1. les officiers, sous-officiers et agents du corps de police au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise ; 2. les assistants de sécurité publique, dans les limites des missions qui leur sont confiées ; ou 3. les collaborateurs qui ont été assermentés et investis de ce pouvoir par la Municipalité, dans les limites des missions qui leur sont confiées. [2] Toute personne peut dénoncer à la Municipalité, à l'autorité délégataire ou au corps de police, une infraction dont elle a connaissance.	*Nouveau*
Chapitre III - Procédure administrative	**Chapitre III - Procédure administrative**	
Article 11 – Demande d'autorisation Lorsqu'une disposition spéciale d'un règlement communal subordonne une activité à une autorisation, celle-ci doit être demandée 60 jours à l'avance à la Municipalité.	**Article 12 - Autorisations et dérogations** [1] L'exercice des activités soumises à autorisation ou à dérogation par le présent règlement doit faire l'objet d'une demande écrite préalable adressée à la Municipalité ou à l'autorité délégataire. [2] Lorsque les conditions légales ou réglementaires sont réalisées, la Municipalité ou l'autorité délégataire octroie l'autorisation ou la dérogation. Elle peut assortir cette mesure de conditions ou d'un cahier des charges ou la soumettre à la perception d'un émolument.	*Article complété*

Projet

	[3] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut refuser, révoquer ou restreindre une autorisation ou une dérogation précédemment accordée notamment lorsque : 1. son bénéficiaire ne respecte pas les conditions auxquelles l'autorisation ou la dérogation est subordonnée ou a violé les dispositions légales ou réglementaires y relatives ; 2. les circonstances factuelles ou légales se sont modifiées depuis le moment de l'octroi de l'autorisation ou de la dérogation et que cette modification déploie des conséquences sur le régime de l'autorisation ; 3. le bénéficiaire ne s'est pas acquitté des montants dont le paiement est assorti à la délivrance ou au maintien de l'autorisation ou de la dérogation ; 4. le bénéficiaire est insolvable ; ou 5. l'autorisation ou la dérogation devient sans objet. [4] Le refus, la révocation ou la restriction doivent faire l'objet d'une décision, motivée en fait et en droit et communiquée à l'administré en la forme écrite avec mention des voies et délais de recours. [5] La décision est notifiée par voie postale. Lorsque l'exploitant ou l'organisateur est parti sans laisser d'adresse ou qu'il ne récupère pas son courrier dans le délai de garde fixé par les Conditions générales de La Poste, la Municipalité ou l'autorité délégataire peut lui faire notifier ses avis par voie édictale.	
Article 12 – Retrait d'autorisation Après avoir accordé une autorisation, la Municipalité peut, pour des motifs d'intérêt public, la retirer. En ce cas sa décision est motivée en fait et en droit et elle est communiquée par écrit aux intéressés, avec mention de leur droit et du délai de recours.		*Supprimé car défini dans le droit supérieur (loi sur la procédure administrative du 28 octobre 2008 - LPA-VD ; BLV 173.36)*

Projet

Article 13 – Recours En cas de délégation de pouvoirs à un dicastère ou à un service de l'administration communale, la décision relative à une autorisation est susceptible de recours à la Municipalité. Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est remis à un bureau de la Poste suisse et adressé à la Municipalité, par le Greffe municipal ou au dicastère du service qui a statué. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire. Le recours est transmis à bref délai avec le dossier et, le cas échéant, la détermination du dicastère ou service, au Syndic qui en assure l'instruction ou charge un autre membre de la Municipalité de cette tâche. La décision de la Municipalité est motivée en fait et en droit et elle est communiquée au recourant avec mention des voie et délai de recours. Le recours contre la décision municipale s'exerce au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public. La Municipalité est compétente pour édicter des prescriptions complémentaires sur la procédure de recours et sur la communication des dossiers administratifs.	**Article 13 - Recours administratif** [1] En cas de délégation au sens de l'article 5 du présent règlement, la décision rendue par l'autorité délégataire est susceptible de recours administratif à la Municipalité aux conditions prévues par la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative en matière de recours administratif. [2] Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est adressé à la Municipalité ou à l'autorité délégataire. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire. [3] La décision de la Municipalité est soumise aux conditions prévues par l'article 12 al. 4 du présent règlement.	
Titre 2 – Police de la voie publique	**Titre 2 – Police de la voie publique**	
Chapitre IV - Domaine public en général	**Chapitre IV – Domaine public en général**	
Article 14 – Affectation Le domaine public est destiné au commun usage de tous.	**Article 14 - Principe** Le domaine public au sens de l'article 1 du présent règlement est destiné à l'usage commun du plus grand nombre d'administrés.	
Article 15 - Usage normal Est considéré usage normal du domaine public, la circulation, soit le déplacement et le stationnement temporaire des personnes et des véhicules.	**Article 15 - Usage normal** L'usage du domaine public est normal lorsqu'il est conforme à sa nature ou son affectation, qu'il peut être simultanément utilisé par l'occupation temporaire d'un nombre indéterminé d'administrés sans causer de restrictions durables, notamment :	*Article complété*

Projet

	1. par les déplacements à pied, à l'aide d'appareils, d'animaux ou de véhicules automobiles ; ou 2. l'arrêt temporaire ou le stationnement dans les zones prévues à cet effet.	
Article 16 - Usage soumis à autorisation Toute utilisation ou occupation du domaine public dépassant les limites de son usage normal est soumise à une autorisation préalable. Sous réserve des compétences d'autres autorités en vertu de dispositions spéciales, l'autorisation est du ressort de la Municipalité. La demande d'autorisation doit être présentée au moins 60 jours à l'avance à la Municipalité et être accompagnée de renseignements suffisants pour permettre à l'autorité de se faire une idée exacte de l'utilisation ou de l'occupation envisagée (organisateurs, date, heure, lieu et programme de la manifestation). L'autorisation est refusée lorsque l'utilisation envisagée du domaine public est illicite ou susceptible de troubler la sécurité, la tranquillité ou l'ordre publics, notamment lorsqu'elle entre en conflit avec une autre utilisation déjà autorisée. Cette disposition s'applique également aux routes et chemins privés ouverts à la circulation publique.	**Article 16 - Usage accru** [1] L'usage du domaine public est accru lorsqu'il reste conforme à sa nature ou à son affectation, mais qu'il ne peut être simultanément utilisé par l'occupation temporaire d'un nombre indéterminé d'administrés sans causer de restrictions durables. [2] Est également considéré comme un usage accru du domaine public, toute activité sur le domaine privé pouvant avoir des répercussions sur le domaine public, notamment en termes de nuisances sur les voies et les places affectées à la circulation publique ou d'émissions excessives sur le domaine public.	
	Article 17 - Autorisations [1] L'usage accru du domaine public communal est subordonné à la délivrance préalable d'une autorisation. [2] Les autorisations sont délivrées moyennant le paiement d'émoluments. Elles peuvent être assorties de charges ou de conditions. Les factures y relatives valent titre de mainlevée au sens de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite. [3] Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou par l'intermédiaire du portail	*Nouveau*

Projet

	cantonal au moins 30 jours avant la date planifiée de l'occupation accrue du domaine public. La durée de l'autorisation est fixée par la Municipalité ou l'autorité délégataire.	
	Article 18 - Usage privatif L'usage du domaine public est privatif lorsqu'il n'est pas conforme à sa nature ou à son affectation et qu'il exclut de manière durable d'autres usages.	*Nouveau*
	Article 19 - Concessions [1] L'usage privatif du domaine public communal est soumis à la délivrance préalable d'une concession. [2] Les concessions sont délivrées moyennant le paiement d'émoluments et peuvent être subordonnées au paiement d'une rente par l'administré qui en bénéficie. Les factures relatives aux montants y relatifs valent titre de mainlevée au sens de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite. [3] Les concessions peuvent être assorties de charges ou de conditions. [4] Les demandes de concession doivent être adressées à la Municipalité ou à l'autorité délégataire. La Municipalité fixe par règlement les documents à joindre. [5] La demande de concession, ainsi que tous les documents à l'appui, doivent être signés par l'auteur du projet et par la personne sollicitant l'octroi de la concession.	*Nouveau*
	Article 20 - Usage non autorisé [1] En cas d'usage accru du domaine public sans autorisation, la Municipalité ou l'autorité délégataire, sans préjudice de l'amende prononcée, peut : 1. ordonner au perturbateur la cessation de l'usage illicite et la remise en état des lieux dans un délai imparti ; 2. en cas d'urgence, mettre immédiatement fin à l'usage illicite et procéder à l'évacuation du domaine public.	*Nouveau*

Projet

	[2] A défaut d'exécution dans le délai, les services communaux peuvent intervenir aux frais et risques du perturbateur. En cas d'exécution par substitution, la Municipalité ou l'autorité délégataire facture les frais d'intervention. La décision y relative vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.	
	Article 21 - Disposition commune [1] L'autorisation ou la concession peut être refusée, révoquée ou restreinte lorsque : 1. l'usage sollicité du domaine public concerné est illicite ou contraire aux mœurs ; 2. l'usage sollicité du domaine public concerné est susceptible de troubler la sécurité, la tranquillité, l'ordre ou la circulation publics, notamment parce qu'il entre en conflit avec un usage déjà autorisé ou peut générer des nuisances. [2] L'article 13 al. 3 du présent règlement est applicable par analogie.	*Nouveau*
Article 17 - Usage du domaine public aux abords des bureaux L'usage du domaine public pour des activités politiques, notamment pour la distribution de tracts ou la récolte de signatures, est interdit aux abords immédiats des locaux de vote, pendant la durée des scrutins ainsi que dans la demi-heure qui précède l'ouverture des bureaux de vote et celle qui suit leur fermeture.	**Article 22 - Usage du domaine public aux abords des bureaux de vote** [1] L'usage du domaine public pour des activités politiques, notamment pour la distribution de tracts ou la récolte de signatures est soumis à autorisation ; cette dernière ne peut être refusée que si elle entre en collision avec une autorisation antérieure accordée pour le même emplacement et le même moment ou si l'emplacement est susceptible de porter atteinte à la sécurité de la circulation. Cas échéant, la Municipalité, l'autorité délégataire ou le corps de police peut fixer les modalités d'utilisation des lieux nécessaires pour préserver la libre circulation du public. L'article 24 al. 2 du présent règlement est réservé. [2] La récolte volante de signatures sur le domaine public est autorisée à la condition de ne pas entraver la libre circulation des personnes, notamment en évitant de barrer accès et sorties de bâtiments. [3] Toute forme d'activité politique est interdite dans un rayon de cinquante mètres, autour des locaux de vote, pendant la durée des scrutins ainsi que dans la demi-heure qui précède l'ouverture des	*Article complété*

	bureaux de vote et celle qui suit leur fermeture.	
	Article 23 - Bâtiments scolaires [1] L'accès aux bâtiments scolaires, à leurs dépendances et à leurs abords, tels les cours et les préaux, est interdit aux personnes qui ne font pas partie des autorités scolaires, du corps enseignant, du personnel parascolaire, administratif ou d'entretien, ou des élèves fréquentant les établissements de la scolarité obligatoire. [2] Sont réservés : 1. l'utilisation des bâtiments, dépendances ou abords, tels que salles ou terrains de sport notamment, expressément autorisée en dehors des heures d'enseignement et répondant à des fins d'utilité publique ; 2. l'accès usuel aux abords des bâtiments, aux dépendances ou aux abords au début et à la fin des heures d'enseignement pour les parents d'élèves ou les personnes chargées par ceux-là d'accompagner les élèves allant à l'école ou en revenant. [3] Sauf dérogation, il est interdit de pratiquer des activités génératrices de nuisances, notamment sonores, entre 22h00 et 7h00 sur les sites concernés.	*Nouveau*
	Article 24 - Restrictions [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut, par décision, empêcher ou restreindre l'accès au domaine public lorsque la protection d'un intérêt public le justifie. [2] L'usage du domaine public pour des activités politiques, notamment la distribution de supports ou la collecte de signatures, est interdit aux abords immédiats des locaux de vote pendant la durée des scrutins et une demi-heure avant et après les heures d'ouverture et de fermeture des locaux de vote. [3] La Municipalité peut interdire ou restreindre à certains périmètres du domaine public l'exercice d'activités publicitaires ou de prosélytisme religieux.	*Nouveau*

Projet

	Article 25 - Interdiction de périmètre [1] La Municipalité peut définir des zones du domaine public auxquelles l'accès est restreint ou interdit. [2] La Municipalité peut définir des zones du domaine public dans lesquelles elle peut limiter à certaines heures ou interdire : 1. la consommation de substances alcooliques ou alcoolisées ; 2. les réunions ; 3. la vente de produits ou de services ; 4. la distribution de supports publicitaires, à vocation politique, religieuse ou dans des domaines apparentés ; 5. la prostitution. [3] La Municipalité ou l'autorité délégataire compétente peut renvoyer temporairement des personnes d'une zone ou leur en interdire l'accès : 1. si elles sont menacées d'un danger grave et imminent ; 2. s'il y a de sérieuses raisons de soupçonner qu'elles ou d'autres personnes faisant manifestement partie du même attroupement menacent ou troublent la sécurité et l'ordre public ; 3. si elles gênent les interventions visant au maintien ou au rétablissement de la sécurité et de l'ordre, en particulier les interventions de la police, des services de défense contre l'incendie et de secours ; 4. si elles empêchent ou gênent le corps de police dans l'application de décisions exécutoires ou qu'elles s'ingèrent dans son action ; 5. si elles font ou tentent de faire échec à l'action du corps de police; ou 6. si elles y ont commis des actes de nature à compromettre un intérêt public, en particulier l'ordre public ou la sécurité publique. [4] La Municipalité ou l'autorité délégataire compétente prend dans la décision de renvoi ou d'interdiction d'accès les mesures d'exécution nécessaires. Les décisions rendues en vertu de l'al. 3, let. f sont, le cas échéant, également notifiées aux lésés. [5] En cas d'urgence ou de péril en la demeure, la décision peut être signifiée oralement. Elle doit être confirmée par écrit dans les	*Nouveau*

Projet

	meilleurs délais. [6] Le recours formé contre une décision de renvoi ou d'interdiction d'accès n'a pas d'effet suspensif. L'article 13 du présent règlement et les dispositions de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative sont applicables pour le surplus. [7] Les restrictions ou les interdictions prévues ci-dessus doivent être justifiées par des motifs d'intérêt public ou la protection d'un droit fondamental d'autrui et respecter le principe de la proportionnalité. [8] Les dispositions légales et concordataires en matière de lutte contre la violence lors de manifestations sportives sont réservées.	
	Chapitre V – Police du ciel **Article 26 – Usage de drones** [1] Outre les autorisations requises par le droit fédéral, l'utilisation d'aéronefs sans occupant d'un poids allant jusqu'à 30 kg est soumise à autorisation de la municipalité pour le survol des zones bâties et des espaces de loisirs largement fréquentés, notamment les terrains de sport, les places de jeux et les aires de repos. [2] La Municipalité délivre les autorisations en tenant compte notamment de la sécurité des personnes et des biens au sol. Les autorisations peuvent être assorties de conditions.	*Nouveau*
	Chapitre VI – Manifestations **Article 27 - Définition** [1] Constitue une manifestation tout rassemblement, cortège, défilé, concert, représentation, compétition, conférence ou réunion sur le domaine public du territoire communal susceptible de constituer un usage accru au sens de l'article 16 du présent règlement, accessible à titre gratuit ou non, quel que soit le lieu de leur déroulement. [2] Sont considérés comme des manifestations, les évènements visés par l'al. 1er ci-dessus organisés sur le domaine privé et susceptibles de déployer des conséquences sur le domaine public, notamment de créer des nuisances, une occupation accrue du domaine public ou nécessitant la mise en place de mesures sur le domaine public.	*Ancien chapitre XIII ; modifié suite à la mise en œuvre du Bureau cantonal des manifestations et de son portail Pocama.*

Projet

	Article 28 - Autorisation [1] L'organisation d'une manifestation est soumise à une autorisation délivrée par la Municipalité ou par l'autorité délégataire et à la conclusion par l'organisateur d'un contrat d'assurance responsabilité civile. Sont réservés les préavis et autorisations des départements et services cantonaux dans les situations prévues par la loi. L'article 34 du présent règlement est réservé. [2] Les demandes d'autorisation doivent être présentées à la Municipalité ou à l'autorité délégataire, le cas échéant par le guichet cantonal prévu à cet effet, par une ou plusieurs personnes physiques, majeures, soit à titre individuel, soit en qualité de représentant autorisé d'une personne morale (ci-après : l'organisateur), dans un délai minimum de trente jours avant la tenue de la manifestation. A défaut de l'indication d'un responsable, l'auteur de la demande est considéré comme l'organisateur. [3] Si la demande ne respecte pas les exigences fixées par le présent règlement et la législation, la Municipalité ou l'autorité délégataire impartit un délai au requérant pour s'y conformer. A défaut, la demande est rejetée. [4] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut percevoir un émolument par autorisation. Cet émolument ne comprend pas les frais relatifs à la consultation des départements et services cantonaux. [5] Sont réservés les lois, les règlements ou les directives du Conseil d'Etat qui définissent les types de manifestations nécessitant un concept de sécurité à mettre en place par l'organisateur, par la Municipalité et par les départements cantonaux et les compétences des départements et services cantonaux concernés.	
	Article 29 - Procédure [1] Lorsqu'elle est saisie d'une demande d'autorisation, la Municipalité ou l'autorité délégataire évalue l'ensemble des intérêts touchés, et notamment le danger que la manifestation sollicitée pourrait faire courir à l'ordre et à la sécurité publics. La Municipalité ou l'autorité	

Projet

	délégataire se fonde notamment sur les indications contenues dans la demande d'autorisation, sur les expériences passées et sur la corrélation qui existe entre le thème de la manifestation sollicitée et les troubles possibles et des préavis et autorisations des départements et services cantonaux concernés. Au besoin, elle leur transmet le dossier. L'article 52 du présent règlement est réservé. [2] Lorsqu'elle délivre l'autorisation, la Municipalité ou l'autorité délégataire fixe les modalités, charges et conditions de la manifestation, en tenant compte de la demande d'autorisation et des intérêts privés et publics en présence et du préavis des départements cantonaux. Elle détermine en particulier : 1. les éventuelles conditions relatives aux précautions à prendre pour assurer la sécurité, la tranquillité et l'ordre publics, le respect de la décence et de la morale publique, la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques, la lutte contre le feu et la limitation du nombre d'entrées en fonction des dimensions ; 2. le lieu ou l'itinéraire de la manifestation ainsi que la date et l'heure du début et de fin prévues de celle-ci. [3] Si cela s'avère nécessaire, la Municipalité ou l'autorité délégataire décide des mesures à prendre, notamment au plan de la circulation, du stationnement et de la sécurité. Les frais y relatifs peuvent être mis à la charge de l'organisateur. [4] Lorsque la fixation de conditions ou de charges ne permet pas d'assurer le respect de l'ordre public ou d'éviter une atteinte disproportionnée à d'autres intérêts, la Municipalité peut : 1. refuser de délivrer l'autorisation de manifester ; 2. retirer immédiatement l'autorisation ; ou 3. interrompre une manifestation. [5] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut interdire toute manifestation : 1. de nature à troubler la sécurité, la tranquillité et l'ordre publics, à heurter la décence et la morale publiques, à mettre en péril l'hygiène et la salubrité publiques ou allant à l'encontre de tout autre intérêt public ; 2. pouvant constituer une menace pour des intérêts privés	

	prépondérants ; ou 3. pouvant entrer en conflit avec une autre manifestation déjà autorisée. [6] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut modifier ou retirer une autorisation en cas de circonstances nouvelles ou de modification des circonstances existantes.	
	Article 30 - Déroulement [1] La Municipalité, par son corps de police, ou, lorsqu'elle intervient, la police cantonale peut : 1. contrôler en tout temps le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que les conditions auxquelles est assortie l'autorisation de manifestation ; 2. procéder à la dispersion des manifestations non autorisées ou qui ne respectent pas les conditions de l'autorisation ; 3. procéder à des contrôles d'identité ; 4. appréhender les individus surpris en flagrant délit y compris en cas d'actes préparatoires et de tentatives sanctionnées par le droit pénal ; 5. saisir les objets destinés à commettre ces infractions ; 6. prendre toutes les mesures utiles pour rétablir l'usage normal du domaine public, en particulier la circulation publique, y compris l'enlèvement d'objet et le nettoyage de la voie publique ; 7. prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser les nuisances provoquées par la manifestation, en particulier eu égard au bruit et aux émanations de fumées. [2] En cas de violences et de débordements, le corps de police ou la police cantonale emploie des moyens adéquats et proportionnés pour rétablir l'ordre et identifier les perturbateurs. [3] En cas d'exécution par substitution, la décision de la Municipalité ou de l'autorité délégataire relative à la créance résultant de l'intervention du corps de police, des services communaux ou de tiers, vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite. [4] L'article 17 de la loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 et la loi	

Projet

	du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise sont réservés.	
	Article 31 - Remise en état [1] Les biens publics endommagés ou dégradés sont remis en état dans les plus brefs délais, aux frais des personnes responsables des dégâts, à défaut aux frais de l'organisateur. L'article 29 al. 2 et 3 du présent règlement est applicable par analogie.	
	Article 32 - Obligations particulières de l'organisateur [1] L'organisateur est tenu de laisser en tout temps le libre accès des lieux où se tient la manifestation à la Municipalité ou à l'autorité délégataire, au corps de police et aux services communaux. [2] L'organisateur est responsable du maintien du bon ordre, de l'application du présent règlement, des installations électriques, de la qualité de l'eau potable, des dispositions contre les risques naturels, du tri sélectif de la collecte et de l'élimination des déchets, de la mise en place des dispositifs nécessaires à la protection des eaux et de l'air, ainsi que de l'exécution des décisions municipales. [3] L'organisateur doit se conformer aux instructions de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou du service compétent en matière de prévention contre l'incendie. S'il ne se conforme pas à ces instructions, l'autorisation est immédiatement retirée. [4] L'organisateur doit payer à la commune, conformément au tarif édicté par la Municipalité : 1. une taxe d'autorisation ; 2. les frais de location de place, lorsque la manifestation est organisée sur le domaine public ou privé de la commune ; 3. les frais de surveillance, lorsque la police ou le service du feu jugent nécessaire de prendre des mesures de sécurité.	
	Article 33 - Police des spectacles et des lieux de divertissement La Municipalité peut édicter des dispositions particulières sur la police des spectacles et des lieux de divertissement, en particulier sur l'équipement des locaux, les mesures de contrôle nécessaires, la communication des programmes et des prix.	

Projet

	Article 34 - Disposition pénale [1] Celui qui omet de requérir une autorisation de manifester ou ne se conforme pas à sa teneur est puni d'une amende de compétence municipale. La procédure est réglée par la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions. [2] La réclame, sous quelque forme que ce soit, pour une manifestation non autorisée, est interdite. [3] Sont réservées les dispositions pénales d'autres lois.	
Chapitre V - Circulation	**Chapitre VII - Circulation**	
Article 18 – Police de la circulation Sous réserve des dispositions fédérales et cantonales, la Municipalité est compétente pour régler la circulation et le stationnement sur le territoire communal. Elle peut également faire installer des parcomètres ou prendre toutes dispositions pour contrôler le temps autorisé de stationnement des véhicules aux endroits où celui-ci est limité.	**Article 35 - Police de la circulation** [1] Sous réserve des dispositions fédérales et cantonales applicables, la Municipalité ou l'autorité délégataire est compétente pour régler la circulation et le stationnement sur le domaine public communal et sur la voie publique. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut, par règlement, soumettre à restriction ou à interdiction de circulation ou de stationnement certains périmètres du domaine public ou de la voie publique. [3] Les interdictions et les restrictions portant sur les parties de la voie publique dépendant du domaine privé doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du propriétaire, du possesseur ou de la personne disposant d'un droit d'usage exclusif, sauf en cas d'urgence.	*Article complété*
	Article 36 - Stationnement [1] Les places de stationnement doivent être signalées et marquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de circulation routière et de signalisation. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut, par règlement, soumettre le stationnement sur le domaine public au paiement d'une taxe. A cette fin, la Municipalité ou l'autorité délégataire peut : 1. faire installer des systèmes automatiques de contrôle du temps et	*Nouveau*

Projet

	de paiement ou adopter tous autres dispositifs utiles pour contrôler le temps autorisé de stationnement et percevoir les taxes y relatives ; b. nommer des collaborateurs chargés de contrôler le temps autorisé de stationnement et le paiement des taxes y relatives ou confier cette attribution au corps de police municipal au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise ou des collaborateurs assermentés ; c. adopter un règlement sur le stationnement régissant notamment les systèmes automatiques de contrôle du temps et de paiement, les droits et obligations des usagers et des personnes visées à la let. b ci-dessus, les conditions et les modalités de délivrance, de retrait ou de suspension des autorisations spéciales ou sectorielles de stationnement, les frais et les émoluments y relatifs ; d. définir les périmètres dans lesquels le stationnement est limité, interdit ou soumis à autorisation. [4] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut soumettre le stationnement sur le domaine public à autorisation. L'article 12 al. 2 et 3 du présent règlement est applicable pour le surplus. [5] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut, à titre exceptionnel, autoriser la réservation, pour une durée limitée, de places de parc sur le domaine public.	
	Article 37 - Autorisations spéciales [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut accorder des autorisations spéciales permettant de déroger, sur le domaine public communal, à la limitation de la durée de stationnement et à d'autres prescriptions de circulation, aux conditions qu'elle fixe, notamment : 1. en raison de nécessités particulières (déménagement, dépannage et entretien, par exemple) ; 2. en faveur des handicapés ; 3. aux médecins qui font régulièrement des visites à domicile ; 4. aux médecins appelés à exécuter régulièrement des interventions urgentes hors de leur cabinet ; 5. aux usagers exerçant un service d'urgence.	*Nouveau*

	[2] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut octroyer des autorisations spéciales d'une durée de trois ans au maximum et renouvelables. Ces autorisations peuvent être soumises au paiement d'un émolument.	
	Article 38 - Autorisations sectorielles [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut également délivrer des autorisations spéciales pour les véhicules des habitants d'un quartier et des entreprises qui y exercent leur activité. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire fournit aux usagers concernés une attestation (macaron) qui leur permet de stationner à l'intérieur d'un périmètre préalablement défini, sans limitation de temps, dans les emplacements habituellement réservés au stationnement limité. [3] Ces autorisations sont soumises à un émolument. [4] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut déléguer à la direction du corps de police la compétence de délivrer ces autorisations spéciales.	*Nouveau*
	Article 39 - Emoluments [1] La Municipalité adopte un règlement portant tarif des taxes et émoluments perçus notamment pour : 1. les autorisations spéciales ; 2. les autorisations sectorielles ; 3. le stationnement limité ; 4. la réservation de places sur le domaine public ; 5. l'autorisation d'entreposer certains véhicules sur le domaine public ; 6. les dérogations à des prescriptions de circulation ou aux limitations de stationnement ; 7. le déplacement de véhicules et leur mise en fourrière. [2] En sus des taxes et émoluments prévus à l'al. 1er ci-dessus et des frais occasionnés par des mesures particulières, la Municipalité peut instituer une taxe d'utilisation du domaine public, calculée en fonction de la surface occupée par l'usager concerné.	*Nouveau*

	[3] Le montant des taxes pour le stationnement limité encaissé annuellement ne peut dépasser le coût d'aménagement, d'entretien et de contrôle des cases de stationnement, de la location par la commune des surfaces nécessaires à la création d'emplacements de parcage accessibles au public pour le stationnement limité, ainsi que le financement de toutes mesures propres à favoriser le transfert d'un mode de transport à l'autre.	
	Article 41 - Trottoirs, parcs et promenades La Municipalité peut restreindre la circulation et le stationnement des véhicules dans les parcs et promenades publics au moyen d'une signalisation conforme à l'OSR.	*Nouveau*
Article 19 – Enlèvement d'office Sauf réglementation spéciale, les véhicules ne doivent pas stationner plus de 72 heures consécutives sur les places de parc ou les voies publiques ; des exceptions peuvent être accordées dans des cas particuliers. Tout véhicule stationné illicitement ou qui gêne la circulation peut être enlevé. L'enlèvement est exécuté aux frais et sous la responsabilité du détenteur si celui-ci ne peut être atteint ou refuse de déplacer lui-même son véhicule.	**Article 42 - Enlèvement de véhicules** [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut faire procéder à l'enlèvement de tout véhicule stationné irrégulièrement : 1. qui gêne la circulation, qui perturbe des travaux en cours ou l'accès à une infrastructure publique communale, notamment vannes, stations de détente, d'épuration, de pompage, réservoirs, armoires ou stations électriques ; 2. qui obstrue l'accès ou la sortie sur la voie publique d'un fonds privé ; 3. qui est dépourvu de plaque d'immatriculation. [2] L'enlèvement est exécuté aux frais et sous la responsabilité du détenteur si celui-ci ne peut être atteint ou refuse de déplacer lui-même son véhicule. [3] En cas d'exécution par substitution, la décision de la Municipalité ou de l'autorité délégataire relative à la créance résultant de l'intervention du corps de police ou de tiers vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.	Article complété
Article 19 bis – Utilisation du domaine public L'utilisation du domaine public à d'autres fins qu'un usage normal est soumis à l'autorisation de la Municipalité.		*Repris dans l'art. 17*

En cas d'infraction à cette règle, la Municipalité peut, indépendamment de l'application de l'article 9 du présent règlement, ordonner le rétablissement des lieux en leur état antérieur, aux frais du contrevenant.		
Article 20 – Stationnement lors de manifestation Toute manifestation (spectacle, réunion, etc.) doit être signalée préalablement à la Municipalité lorsqu'il est prévisible, compte tenu des circonstances de temps et de lieu, que l'affluence des véhicules sera de nature à perturber la circulation générale, notamment lorsqu'il importera d'organiser un stationnement spécial.	**Article 40 - Stationnement pendant les manifestations** Toute manifestation sur le domaine privé au sens de l'article 27 du présent règlement doit être signalée préalablement à la Municipalité ou à l'autorité délégataire lorsqu'il est prévisible, compte tenu des circonstances de temps et de lieu, que l'affluence des véhicules sera de nature à perturber la circulation générale, notamment lorsqu'il importera d'organiser un stationnement spécial.	
Article 21 – Véhicules publicitaires ou affectés à la vente Le stationnement de véhicules à des fins publicitaires, ainsi que le stationnement sur la voie publique de véhicules affectés à la vente de marchandises, sont subordonnés à une autorisation de la Municipalité.	**Article 43 – Véhicules publicitaires ou affectés à la vente** Le stationnement de véhicules à des fins publicitaires, ainsi que le stationnement sur la voie publique de véhicules affectés à la vente de marchandises, sont subordonnés à une autorisation de la Municipalité.	
Chapitre VI - Sécurité des voies publiques	**Chapitre VIII - Sécurité des voies publiques**	
Article 22 – Actes interdits Sont interdits sur la voie publique tous actes de nature à compromettre la sécurité des personnes et des biens, ou à gêner la circulation, notamment : a) jeter des pierres, des boules de neige et autres projectiles; b) répandre, en temps de gel, de l'eau ou tout autre liquide sur la voie publique; c) se livrer à des jeux et autres activités dangereuses; d) escalader les arbres, monuments, poteaux, signaux, réverbères, pylônes, clôtures, etc; e) ouvrir les regards ou grilles placés sur la voie publique (égouts, conduites, etc.); f) porter atteinte aux réverbères et lampes, aux signaux routiers, aux appareils et installations des services du gaz, de l'eau, de l'électricité, de la Poste, des télécommunications, de la voirie, du feu, sauf en cas de nécessité absolue pour parer à un danger grave; compromettre le bon fonctionnement des lampes de l'éclairage public et des signaux routiers.	**Article 44 - Activités dangereuses sur le domaine public** Sur le domaine public ou ses abords, il est interdit : 1. de jeter des projectiles, notamment d'un immeuble ; 2. de déposer sur des rebords de fenêtres, balcons, corniches et autres supports extérieurs, des vases à fleurs, cages, garde-manger ou tous autres objets pouvant causer des accidents, salir ou incommoder les usagers ; 3. de répandre de l'eau ou tout autre liquide en temps de gel ; 4. de manipuler des instruments, des appareils ou tout autre objet pouvant blesser des tiers ; 5. de suspendre ou de déposer, en un endroit surélevé, des objets dont la chute pourrait présenter un danger ; 6. de placer sur le sol des objets ou matériaux pouvant présenter un danger ; 7. d'escalader le mobilier urbain, notamment les arbres, les monuments, les poteaux, les signaux ou les clôtures ; 8. de se livrer à toute autre activité dangereuse, entreprise téméraire ou acte pouvant causer un dommage aux usagers.	*Article complété*

Article 23 – Prescriptions spéciales Tout travail manifestement dangereux pour les tiers, accompli dans un lieu ou aux abords d'un lieu accessible au public, doit être préalablement autorisé par la Municipalité s'il n'est pas subordonné à l'autorisation d'une autre autorité. Les dépôts, ainsi que tous travaux sur la voie publique ne sont admis qu'avec l'autorisation de la Municipalité. Toutefois, il est permis de déposer sur la voie publique et ses abords des colis, marchandises et matériaux pour les besoins d'un chargement ou d'un déchargement. La Municipalité peut faire fermer, sans délai, par les services communaux, toute fouille creusée sans permis. Elle peut même faire enlever tout ouvrage, dépôt, installation, etc., effectué sans autorisation et faire cesser toute activité ou les travaux entrepris. Les frais résultants des interventions des services communaux, dans les cas énumérés ci-dessus, sont à la charge du contrevenant.	**Article 45 - Activités dangereuses sur la voie publique** Sur la voie publique ou ses abords, est interdit tout acte de nature à compromettre la sécurité des usagers, engendrer des déprédations ou entraver la circulation.	*Article simplifié*
	Article 46 - Installations et équipements techniques Sauf cas d'urgence ou dérogation, il est interdit de toucher ou porter atteinte aux installations et équipements des services publics, notamment les conduites d'eau, d'électricité, de gaz, de radiodiffusion et de vidéosurveillance.	*Nouveau*
	Article 47 - Mobilier urbain Il est interdit de toucher ou de porter atteinte aux infrastructures, installations et équipements publics ou à destination des usagers, fixes ou mobiles, notamment les éléments de signalisation, les abris, les végétaux, les clôtures, les monuments, les ornements, les plates-bandes ou les enseignes.	*Nouveau*
	Article 48 - Travaux [1] Sur le domaine public et la voie publique ou leurs abords, tout travail de nature à présenter un danger pour les usagers doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité	*Nouveau*

Projet

	délégataire. 2 Tout travail constitutif d'un usage accru du domaine public est soumis à autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. Sont notamment soumis à autorisation : 1. tout ouvrage, fouille, installation, étalage, échafaudage, dépôt ou travail entrepris sur, sous ou au-dessus de la voie publique ; 2. tout ouvrage, fouille, installation, étalage, échafaudage, dépôt ou travail entrepris en bordure de la voie publique, si l'usage normal de celle-ci risque d'être entravé. 3 L'autorisation peut être soumise à conditions. Les personnes qui procèdent aux actes mentionnés à l'al. 2 ci-dessus sont tenues de prendre les mesures nécessaires afin : 1. qu'il n'en résulte aucune entrave à la circulation ; 2. de ne causer aucun danger aux usagers ; 3. de protéger les biens publics ou appartenant à des tiers contre toute détérioration due aux travaux ou aux installations en relation avec l'activité exercée et d'en assurer le libre accès. 4 Le dépôt et l'entreposage de colis, de marchandises, de matériaux ou d'équipements pour les besoins d'un chargement ou d'un déchargement est autorisé sur la voie publique ou ses abords pendant la durée nécessaire.	
Article 24 – Métiers du bâtiment Les couvreurs, ferblantiers et autres gens de métier travaillant sur les toits et en façades sont tenus a) de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la chute de personnes ou de choses ; b) de protéger les passants et de délimiter le périmètre des travaux ; c) d'indiquer de manière visible sur la voie publique le nom de l'entrepreneur ou de l'ouvrier responsable.	**Article 49 - Activités liées à des constructions** 1 Les personnes travaillant à des constructions sont tenues : 1. de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la chute de personnes ou de choses ; 2. de protéger les usagers du domaine public et de la voie publique et de délimiter et signaler le périmètre des travaux ; 3. d'indiquer de manière visible sur la voie publique le nom de l'entrepreneur ou de la personne responsable du chantier. 2 Il est interdit de jeter des débris, des matériaux de démolition ou tout autre objet d'un immeuble sur le domaine public et la voie publique, à moins qu'ils ne tombent dans un espace clôturé à cet effet. La pose de ces clôtures est soumise à autorisation de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. La personne bénéficiaire de	*Article complété*

Projet

	l'autorisation prend toutes les mesures susceptibles de limiter les nuisances pour le voisinage, notamment en ce qui concerne les émissions de poussière et le bruit.	
Article 25 – Débris et matériaux de démolition Il est interdit de jeter des débris ou des matériaux de démolition d'un immeuble sur la voie publique, à moins qu'ils ne tombent dans un espace clôturé à cet effet. La pose de ces clôtures doit faire l'objet d'une autorisation ; elle peut être imposée par la Municipalité. Toutes mesures susceptibles de limiter les inconvénients pour le voisinage doivent être prises, notamment en ce qui concerne la poussière et le bruit.		*Inclus dans l'art.48*
Article 25 bis – Stores ou tentes Aucun store ou tente empiétant sur la voie publique ne pourra être établi sans l'autorisation de la Municipalité. L'élévation minimum devra être de 2.10 m au-dessus du sol.	**Article 50 – Stores ou tentes** Aucun store ou tente empiétant sur la voie publique ne pourra être établi sans l'autorisation de la Municipalité. L'élévation minimum devra être de 2.10 m au-dessus du sol.	
Article 26 – Transport d'objets dangereux Il est interdit, sur la voie publique, de transporter des objets dangereux dépourvus d'une protection adéquate.	**Article 51 - Transports dangereux** Les personnes transportant des objets ou substances susceptibles de présenter un danger pour la sécurité des usagers sont tenues de prendre toutes les précautions nécessaires.	
Article 27 – Compétitions sportives Indépendamment de l'autorisation accordée par l'autorité cantonale, les organisateurs de courses d'entraînement ou de compétitions sportives empruntant les rues des localités, doivent demander, 15 jours à l'avance au moins, l'agrément de la Municipalité qui se prononce sur les itinéraires, aux frais des organisateurs.	**Article 52 - Courses d'entraînement et de compétition sportives** 1 L'organisation de courses d'entraînement ou de compétition de véhicules automobiles, de cycles ou d'autres véhicules et de personnes susceptibles d'emprunter la voie publique est soumise à autorisation de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. La demande d'autorisation doit être présentée à la Municipalité, le cas échéant par le guichet cantonal prévu à cet effet, par l'organisateur, dans un délai minimum de trente jours avant la tenue de la manifestation. 2 L'autorisation peut être soumise à condition. La Municipalité ou l'autorité délégataire prescrit les itinéraires et ordonne les mesures de sécurité nécessaires aux frais de l'organisateur. 3 Sont réservés les lois, règlements ou les directives du Conseil	

	d'Etat qui définissent les types de manifestations nécessitant un concept de sécurité à mettre en place par l'organisateur, par la Municipalité et par les départements cantonaux et les compétences des départements ou services de l'Etat concernés. Les articles 28 à 34 du présent règlement sont applicables pour le surplus.	
Article 28 – Clôtures Les clôtures de barbelés et tous les autres genres de clôtures dangereuses pour les personnes ou les animaux sont interdites le long des routes, trottoirs, places et chemins publics.	**Article 53 - Clôtures** Les clôtures de barbelés, haies sèches et tous les autres genres de clôtures susceptibles de créer un danger pour les usagers ou les animaux sont interdits en bordure de voie publique, notamment le long des routes, des trottoirs, des places et des chemins publics.	
Article 29 – Arbres et haies Les arbres, arbustes, haies, etc., plantés dans les propriétés bordières, doivent être taillés de manière à ne pas masquer la visibilité en général, la signalisation routière, les plaques indicatrices des noms de rues, les numéros de maisons ou les lampes de l'éclairage public, ni gêner la circulation des piétons.	**Article 54 - Plantations et haies** Les arbres, arbustes, haies vives et toute autre végétation plantée dans les propriétés bordières, doivent être taillés de manière à ne pas masquer la visibilité des usagers, les signaux de circulation, les plaques indicatrices des noms de rues, les numéros d'immeubles, les plaques signalétiques des réseaux eau, gaz et électricité, les lampes de l'éclairage public, ni gêner la circulation des piétons ou l'entretien du domaine public.	
Chapitre VII - Voirie	**Chapitre IX - Voirie**	
	Article 55 - Principe Le domaine public et la voie publique sont placés sous la sauvegarde des usagers.	*Nouveau*
Article 30 – Propreté et protection des lieux Il est interdit de commettre tout dommage à la propriété et sur le domaine public.		*Repris dans l'art. 56*
Article 31 – Propreté des chaussées Toute personne qui salit intentionnellement la voie publique est tenue de la remettre immédiatement en état de propreté. A défaut, il est procédé d'office aux frais du responsable et ceci sans préjudice de l'amende qui pourrait être ordonnée.		*Repris dans l'art. 56*

Article 32 – Interdictions diverses Il est interdit : a) de jeter quoi que ce soit, d'un immeuble, sur la voie publique; b) de suspendre du linge, de la literie et des vêtements au-dessus de la voie publique. Aux abords de celle-ci, le dimanche en particulier, toutes précautions doivent être prises pour que l'exposition de ces objets soit faite de manière discrète ; c) de secouer des tapis, torchons à poussière, plumeaux et balais, etc., au-dessus de la voie publique; d) de déposer, même momentanément, sur des rebords de fenêtres, balcons, corniches et autres supports extérieurs, des vases à fleurs, cages, garde-manger ou tous autres objets pouvant causer des accidents, salir ou incommoder les passants, à moins de prendre toutes les précautions nécessaires pour exclure ces éventualités.	**Article 56 - Interdictions** [1] Il est interdit : 1. de dégrader, endommager ou salir, de quelque manière que ce soit, tout ce qui est destiné à l'usage commun du plus grand nombre d'administrés, en particulier les chaussées, les trottoirs, les parcs, les promenades, le mobilier urbain et tous les autres objets sis sur le domaine public et la voie publique, ainsi que les clôtures, les végétaux, les murs, les portes et tous les autres équipements ou installations qui les bordent ; 2. de déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux, de manière immédiate ou médiate ; 3. de déposer des déchets au sens de l'article 58 du présent règlement en dehors des jours, des heures et des lieux de dépôt fixés par la Municipalité ou l'autorité délégataire ; 4. de jeter des papiers, des débris ou autres objets, y compris les déchets visés à l'article 58 al. 1 let. a du présent règlement, sur la voie publique ou ses abords, dans les forêts, lacs et cours d'eau ; 5. de laver des animaux, des objets, ou d'effectuer des activités susceptibles de provoquer des salissures ou une pollution ; 6. de laver ou de réparer des véhicules ; 7. d'éparpiller les déchets au sens de l'article 58 al. 1 let. a du présent règlement déposés sur la voie publique en vue de leur enlèvement ou de procéder à l'ouverture des sacs ou des réceptacles de tels déchets. [2] L'al. 1 ci-dessus est également applicable aux voies privées accessibles au public. [3] Toute personne qui dégrade ou salit le domaine ou la voie publique est tenue de le remettre immédiatement en état. A défaut, la Municipalité ou l'autorité délégataire peut ordonner que la réparation ou le nettoyage soit opéré par les services communaux aux frais du perturbateur, après une mise en demeure mentionnant l'exécution par substitution. En cas d'urgence, l'article 30 al. 1 let. g du présent règlement est applicable. [4] En cas d'exécution par substitution, la décision de la Municipalité ou de l'autorité délégataire relative à la créance résultant de	*Article complété*

Projet

	l'intervention du corps de police, des services communaux ou de tiers vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.	
	Article 57 - Nettoyage [1] Le nettoyage de la voie publique, en particulier des rues, des places, des promenades et des parcs publics, est assuré par les services communaux. [2] Le nettoyage des chemins privés incombe aux propriétaires, aux possesseurs ou aux autres ayants droit de ceux-ci.	*Nouveau*
Article 33 – Ordures ménagères et autres déchets La gestion des ordures ménagères et autres déchets est régie par un règlement spécifique.	**Article 58 - Déchets** [1] La collecte, la gestion et l'élimination des déchets font l'objet d'un règlement communal spécifique. La Municipalité peut édicter des dispositions complémentaires concernant : 1. les endroits de dépôt selon les catégories de déchets ; 2. les jours, heures et lieux de dépôt et de ramassage ; 3. l'enlèvement différencié des déchets selon leur genre (ordures ménagères, déchets encombrants, verre, déchets spéciaux, etc.) ; 4. le mode de collecte (volontaire ou au porte-à-porte) ; 5. le conditionnement des déchets ; 6. l'utilisation de conteneurs, l'emplacement et l'aménagement de l'endroit où ils seront déposés ; 7. les conditions spéciales d'évacuation des déchets provenant d'exploitations commerciales, industrielles ou artisanales, de bâtiments administratifs ou scolaires. [2] Les déchets déposés sur la voie publique deviennent propriété de la commune.	*Article complété*
Article 34 – Déblaiement de la neige Le déblaiement de la neige sur les toits et terrasses dominant la voie publique peut être ordonné par la Municipalité. Celle-ci prévoit les mesures de sécurité et ordonne au besoin le transport de la neige déblayée, aux frais du propriétaire, si les nécessités de la circulation ou de la voirie l'exigent.	**Article 59 - Service hivernal** [1] Les services communaux procèdent au déblaiement de la voie publique. [2] Les usagers, en particulier les riverains : 1. ne sont pas autorisés à repousser la neige sur la voie publique, ni à y déverser celle des toits ;	

Projet

Il est interdit de déposer sur la voie publique la neige provenant des cours, jardins et autres espaces privés.	2. sont tenus de prendre toute mesure utile pour éviter la formation de glaçons ou d'amas de neige sur les immeubles susceptibles de menacer la sécurité des usagers de la voie publique.	
Article 35 – Police des voies publiques Il est interdit, sur les voies publiques, places, trottoirs, et dans les parcs : a) de déposer des déjections humaines ou animales ; b) de déposer des ordures, sous réserve des jours, heures et lieux de dépôt fixés ; c) de jeter des papiers, détritus ou autres débris ; d) de laver des animaux, des objets on d'y effectuer un travail incommodant pour le voisinage ; e) de laver ou de réparer des véhicules ; f) d'éparpiller les divers déchets déposés sur la voie publique en vue de leur enlèvement ; g) de distribuer des imprimés à caractère commercial ou des échantillons, de distribuer ou de vendre des confettis, serpentins ou toute autre chose de nature à incommoder les personnes ou à salir la chaussée ou ses abords, sans autorisation préalable de la Municipalité.	**Article 60 - Distribution d'objets sur la voie publique** Sont soumis à autorisation de la Municipalité ou de l'autorité délégataire : 1. la distribution d'imprimés commerciaux, publicitaires ou d'articles de réclame sur la voie publique ; 2. la distribution ou la vente de confettis, serpentins ou de tous autres articles de fête ; 3. la distribution ou la vente de tous autres objets de nature à incommoder les usagers ou à salir la voie publique ou ses abords.	*Partiellement repris dans l'art. 56*
Article 36 – Fontaines publiques Il est interdit : a) de salir l'eau, les bassins ou les abords des fontaines publiques ; b) de détourner l'eau des fontaines ; c) de vider les bassins sans autorisation ; d) d'obstruer, d'endommager ou de modifier les canalisations ou les installations.	**Article 61 - Fontaines publiques** Il est interdit : 1. de se livrer à tout travail dans les bassins ou fontaines publics, ou à proximité de ces objets en utilisant leur eau ; 2. de souiller, de détourner ou de vider l'eau des bassins ou fontaines publics ; 3. d'obstruer les canalisations d'amenée ou d'évacuation des bassins ou fontaines publics ; 4. d'encombrer et de salir les abords des bassins ou fontaines publics.	
	Article 62 - Parcs publics [1] La Municipalité est compétente pour adopter un règlement concernant l'accès aux parcs publics, leur utilisation et les activités qui y sont autorisées. [2] La Municipalité peut nommer des collaborateurs affectés à la	*Nouveau*

	surveillance des parcs (gardes-parcs).	
Article 36 bis – Dispositions applicables Au surplus, les dispositions du Code rural, de la loi vaudoise sur les routes et son règlement d'application, sont réservés.		*Supprimé, car superflu : le droit supérieur s'applique dans tous les cas*
Titre 3 – Ordre, sécurité et tranquillité publics, mœurs	**Titre 3 – Ordre, sécurité, tranquillité et morale publics**	
Chapitre VIII - Ordre, sécurité et tranquillité publics	**Chapitre X - Ordre, sécurité et tranquillité publics**	
	Article 63 - Principe La préservation de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics relève de la responsabilité individuelle de chaque usager.	*Nouveau*
Article 37 – Généralités Sont interdits tous actes de nature à troubler l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics. Des faits commis en état d'ivresse constituent une aggravation de l'infraction. Sont notamment compris dans cette interdiction : les querelles, les batteries, les chants bruyants, les cris, les attroupements tumultueux ou gênant la circulation, les pétards, les coups de feu ou tous autres bruits excessifs.	**Article 64 - Interdictions** [1] Tout acte sur le domaine public de nature à porter atteinte à l'ordre, à la tranquillité, à la sécurité et au repos publics est interdit. Sont notamment compris dans cette interdiction : les querelles, les bagarres, les chants bruyants, les cris, les attroupements tumultueux ou gênant la circulation ou les usagers, les pétards, les coups de feu, les jeux bruyants ou autres bruits excessifs. [2] Les jeux d'argent et autres activités ludiques dans lesquels sont investies des valeurs patrimoniales sont interdits sur le domaine public.	
Article 38 – Appréhension En cas de nécessité, la police peut appréhender et conduire dans les locaux de police, aux fins d'identification et d'interrogatoire, tout individu qui contrevient à l'article 37. Lorsque cette personne présente un risque sérieux de récidive, elle peut être retenue dans les locaux de police, sur ordre du Syndic, du Municipal de police, de l'Officier de police ou de leurs remplaçants, pour une durée maximale de 12 heures. Un procès-verbal de cette opération est dressé	**Article 65 - Mesures de sûreté** [1] La police peut appréhender, pour une durée ne dépassant pas trois heures, une personne et au besoin la conduire au poste pour établir son identité, l'interroger brièvement et déterminer si elle a commis une infraction. La personne doit être libérée immédiatement, s'il n'existe pas de soupçons concrets à son encontre. Elle doit être arrêtée, s'il existe des soupçons d'infraction. [2] La police peut arrêter provisoirement et conduire au poste toute personne qu'elle a surprise en flagrant délit de contravention ou interceptée immédiatement après un tel acte si : - la personne refuse de décliner son identité ; - la personne n'habite pas en Suisse et ne fournit pas immédiatement des sûretés pour l'amende encourue ;	*Article complété*

	- l'arrestation est nécessaire pour empêcher cette personne de commettre d'autres contraventions. 2 Si la détention dépasse trois heures, la prolongation de la garde doit être ordonnée par des membres de corps de police habilités par la Confédération ou le Canton. Dans tous les cas, l'arrestation ne doit pas dépasser vingt-quatre heures. 3 Mention de ces opérations est faite dans le journal de poste et dans le rapport de dénonciation.	
Article 39 – Identification La police peut également appréhender et conduire dans les locaux de police, aux fins d'identification, toute personne qui ne peut justifier de son identité. Un procès-verbal de cette opération est dressé.	**Article 66 - Identification** 1 Il est interdit de se présenter ou de se déplacer sur la voie publique muni de toute tenue vestimentaire ou de tout autre équipement propre à empêcher l'identification. L'article 17 de la loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 est réservé. 2 La Municipalité par son corps de police peut appréhender et conduire au poste de police, aux fins d'identification, toute personne réalisant les conditions de l'al. 1er ci-dessus ou qui ne peut justifier de son identité. Les personnes dépourvues de papiers d'identité ou en séjour illégal sont signalées à l'autorité cantonale compétente. 3 L'article 65 al. 2 du présent règlement s'applique par analogie.	*Article complété*
Article 40 – Mendicité Toute forme de mendicité est interdite sur le territoire communal. En cas de constat de mendicité, la Municipalité procède à un examen de la situation. Après examen, elle peut renoncer à toute poursuite et orienter le dénoncé vers les services sociaux compétents.		*Abrogé par l'article 23 de la loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 (LPén), entré en vigueur le 1.11. 2018*
Article 41 – Travaux bruyants Sauf autorisation de la Municipalité, tout travail bruyant de nature à troubler le repos des personnes est interdit entre 20 heures et 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés usuels. En outre, en dehors de ces heures, toutes mesures doivent être prises pour réduire le bruit le plus possible. Font exception aux règles ci-dessus,	**Article 67 - Police du bruit** 1 Il est interdit de faire du bruit sans nécessité. 2 Chacun est tenu de prendre les précautions requises par les circonstances pour éviter de troubler la tranquillité et le repos d'autrui, notamment au voisinage des hôpitaux, des cliniques, des	

celles citées à l'article 57. L'usage des tondeuses à gazon et engins similaires (tronçonneuses, scies circulaires, meules, etc.) est interdit entre 12 h. et 13 h., ainsi qu'à partir de 20 h. jusqu'à 7 h.	écoles et des lieux où se déroule une cérémonie funèbre ou religieuse . [3] La Municipalité est compétente pour édicter des dispositions relatives aux conditions d'utilisation des appareils bruyants et à l'obligation de les munir de dispositifs spéciaux dont elle peut préciser les caractéristiques.	
	Article 68 - Repos public [1] Tout bruit de nature à troubler la tranquillité et le repos d'autrui est interdit : 1. entre 22h00 et 07h00, ainsi que les jours de repos publics tels que définis à l'article 88 du présent règlement ; 2. entre 12h00 et 13h00 ainsi que le samedi, avant 9h00 et après 18h00. [2] La présente interdiction comprend les tondeuses, les débroussailleuses, les scies électriques et tout engin bruyant et susceptible de gêner le voisinage. [3] L'article 67 du présent règlement est réservé.	*Nouveau*
Article 42 – Lutte contre le bruit La Municipalité peut édicter des prescriptions nécessaires afin d'empêcher tous bruits excessifs dans les lieux de travail. Elle peut exiger la pose d'appareils et moteurs moins bruyants. La Municipalité fera respecter la réglementation en matière de nuisance sonore.		*Repris dans l'art. 67*
Article 43 – L'usage d'instruments de musique, d'appareils reproducteurs ou amplificateurs de son, de téléviseurs et autres, ne doit pas importuner le voisinage, ni troubler le repos public. Entre 22 heures et 7 heures, l'usage de ces instruments et appareils n'est autorisé qu'avec les portes et fenêtres fermées. Leur bruit ne doit pas s'entendre de l'extérieur des appartements, locaux et véhicules.	**Article 69 - Instruments et appareils sonores ou amplificateurs de sons** [1] L'utilisation d'instruments et d'appareils sonores ou amplificateurs de sons : 1. est interdite sur le domaine public et sur la voie publique sans autorisation préalable ; 2. est autorisée dans les immeubles ou les véhicules, pour autant que le bruit ne cause pas des nuisances aux usagers, en particulier aux riverains et voisins. Leur bruit ne doit pas	*Article complété*

La Municipalité peut autoriser des exceptions à l'art. 43.	s'entendre de l'extérieur des immeubles ou véhicules. [2] Sont compris dans les interdictions et restrictions du présent article, les instruments de musique, d'appareils porteurs, reproducteurs ou amplificateurs de sons ou d'images. [3] L'article 67 et les dispositions sur les manifestations et spectacles du présent règlement et les dispositions concernant les établissements au sens de la législation et la réglementation en matière d'auberges et de débits de boissons sont réservés. L'article 11 de la loi sur les entreprises de sécurité et l'article 11 de son règlement d'application sont réservés.	
Article 44 – Essais de moteurs et travaux de carrosserie Il est interdit d'essayer ou de régler des moteurs ou d'effectuer des travaux bruyants de carrosserie ailleurs que dans les garages et ateliers réservés à cet effet et répondant aux dispositions communales, cantonales ou fédérales en la matière. La réparation d'un véhicule sur la voie publique n'est autorisée qu'en cas d'urgente nécessité. La vidange des moteurs sur la voie publique est interdite.	**Article 70 - Moteurs et travaux de carrosserie** Il est interdit d'essayer ou de régler des moteurs ou d'effectuer des travaux bruyants de carrosserie ailleurs que dans les garages et ateliers réservés à cet effet.	
Article 44 bis – Bâtiments scolaires L'accès aux bâtiments scolaires et à leurs dépendances est interdit aux personnes non-autorisées.		*Repris à l'art. 25*
Article 44 ter – Lieux accessibles au public Dans les lieux accessibles au public ou à leurs abords, il est notamment interdit : a) de jeter des projectiles quelconques. b) de se livrer à des jeux dangereux pour les passants. c) de manipuler des jouets, des instruments, des appareils ou tous autres objets pouvant blesser les passants. d) de déposer ou de suspendre des objets au-dessus du sol, à moins que toutes les précautions n'aient été prises pour en rendre la chute impossible. e) de placer sur le sol des objets dangereux, sans prendre les précautions nécessaires pour protéger les passants.		*Repris implicitement aux art. 15 ss*

Chapitre IX - Mœurs	**Chapitre XI - Mœurs**	
Article 45 – Généralités Tout acte portant atteinte à la décence ou à la morale publique est passible d'amende dans les compétences municipales, à moins qu'il ne doive, en raison de sa gravité, être dénoncé à l'autorité judiciaire. Au besoin, la Municipalité édicte des prescriptions spéciales, notamment en matière de prostitution.	**Article 71 - Actes contraires à la décence** [1] Tout acte ou habillement contraire à la décence ou à la morale publique est interdit. Est compris dans cette interdiction le fait de ne pas porter de vêtements. [2] L'article 64 est applicable en cas de contravention à cette interdiction.	
Article 46 – Mascarades publiques Aucune mascarade, aucun cortège costumé, ne peut avoir lieu sur la voie publique sans l'autorisation préalable de la Municipalité. Il est interdit de paraître en public dans une tenue indécente et de circuler sur la voie publique en costume de bain.	**Article 72 - Mascarades** [1] Aucune mascarade, aucun cortège costumé, ne peut avoir lieu sur la voie publique sans l'autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. Les articles 28 à 31 du présent règlement sont réservés. [2] Sont notamment interdits les masques et tenues indécents.	
Article 47 – Textes ou images contraires à la morale Toute exposition, vente, location, ou distribution de livres, textes manuscrits ou reproduits par un procédé quelconque, figurines, chansons, images, procédés audiovisuels, cartes ou photographies obscènes ou contraires à la morale sont interdites sur la voie publique.	**Article 73 - Objets contraires à la décence** [1] En tout lieu à la vue du public ou accessible à celui-ci, il est interdit : 1. d'exposer, de vendre ou de distribuer des objets de nature à blesser la décence ou à offenser la morale, notamment des écrits, des images ou des documents sonores ou visuels ; 2. de montrer ou de remettre à des personnes de moins de seize ans tout objet susceptible de compromettre leur développement physique, psychique ou moral. [2] Les commerçants peuvent être requis de présenter leurs catalogues et toutes pièces utiles.	*Article complété*
	Article 74 - Incitation à la débauche Tout comportement public de nature à inciter à la débauche est interdit.	*Nouveau*
	Article 75 - Prostitution [1] Sur le domaine public, dans les lieux accessibles au public ou exposés à la vue de celui-ci, la prostitution, telle que définie dans la législation cantonale, est interdite dans la mesure où elle trouble l'ordre et la tranquillité publics, entrave la circulation, engendre des	*Nouveau*

PROJET

	nuisances ou blesse la décence, soit notamment : 1. dans les secteurs ayant un caractère prépondérant d'habitation ; 2. aux arrêts de transports publics ; 3. dans les parcs, promenades et places de jeux ou leurs abords ; 4. dans les immeubles publics, tels les églises, les cimetières, les écoles, les parkings publics, dans les toilettes publiques et hôpitaux ou leurs abords ; 5. dans les établissements publics ou leurs abords ; 6. dans les lieux frappés d'une interdiction de périmètre au sens de l'article 25 al. 2 du présent règlement. [2] La Municipalité peut édicter des prescriptions complémentaires sur la prostitution de rue et la prostitution de salon.	
	Chapitre XII – Police des bains et établissements de baignade publics **Article 76 - Baignade interdite** La Municipalité désigne les lieux où il est interdit de se baigner.	*Chapitre nouveau*
	Article 787 - Vêtements [1] A l'exception des enfants en bas âge, les personnes qui prennent un bain dans un lieu public ou exposé à la vue du public ou des voisins, qui fréquentent un bain, une plage, un établissement de baignade publics ou un lieu de camping, sont tenues de porter une tenue décente. [2] Elles doivent se vêtir dès qu'elles quittent la zone concernée.	
	Article 78 - Compétence municipale [1] La Municipalité peut édicter les prescriptions applicables dans les établissements de bains privés ou publics réglant notamment le respect de la décence et de la morale publique, de la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publique et de la sécurité des personnes. [2] Les tenanciers de ces établissements sont tenus de faire observer ces prescriptions. Ils peuvent faire appel au corps de police en cas de besoin.	

Projet

	Article 79 - Surveillance des plages et bains [1] La Municipalité peut instituer un service de surveillance des plages et des bains dont l'activité peut s'étendre à l'ensemble de ceux-ci ou à certains d'entre eux. [2] Tout baigneur est tenu de se conformer à la signalisation en place et aux ordres donnés par les agents de surveillance.	
Chapitre X - Camping	**Chapitre XIII – Camping, caravaning et motor-home**	
Article 48 – Généralités Il est interdit de camper sur le domaine public sans l'autorisation de la Municipalité. L'entreposage des roulottes et autres véhicules servant de logement est interdit sur le domaine public, sauf autorisation de la Municipalité. Sur le domaine privé, l'autorisation de la Municipalité est nécessaire pour un entreposage dépassant 1 mois. La Municipalité peut prélever un émolument en contrepartie de la délivrance des autorisations selon un tarif édicté conformément à l'article 5 du présent règlement.	**Article 80 - Camping et caravaning** [1] Sauf autorisation exceptionnelle de la Municipalité, il est interdit de camper sur la voie publique ou ses abords. En cas d'autorisation, la Municipalité fixe le montant de la taxe. [2] L'entreposage de roulottes, caravanes et autres véhicules habitables est interdit sur le domaine public, sauf autorisation de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. [3] Sur le domaine privé, le camping occasionnel n'est permis qu'avec l'accord du propriétaire, du locataire, du fermier ou du possesseur à un autre titre de l'immeuble. L'autorisation de la Municipalité ou de l'autorité délégataire est obligatoire pour toute durée excédant quatre jours. L'autorisation peut être refusée notamment lorsque le campeur ne peut bénéficier d'installations sanitaires à proximité. [4] La Municipalité est compétente pour adopter un règlement sur le camping et le caravaning.	*Article complété*
Chapitre XI - Mineurs	**Chapitre XIV – Police des mineurs**	
	Article 81 - Définitions Au sens du présent règlement, sont considérées comme : 1. mineurs : les administrés âgés de moins de 18 ans révolus ; 2. majeurs : les administrés âgés de 18 ans et plus.	*Nouveau*
Article 49 – Généralités Il est interdit aux élèves qui fréquentent l'école obligatoire : a) de fumer; b) de consommer des boissons alcooliques et des stupéfiants; c) de sortir seuls le soir après 22 heures.	**Article 82 - Restrictions** [1] Il est interdit aux mineurs : 1. de fumer ; 2. de moins de 16 ans, de consommer des boissons alcoolisées ; 3. de consommer des boissons distillées ou considérées comme	*Article complété : actuellement, hors de ce règlement, seuls*

Les enfants autorisés exceptionnellement à assister seuls à une manifestation ou à un spectacle public ou privé se terminant après les heures de police doivent rejoindre immédiatement leur logement.	telles ; 4. de sortir non accompagnés d'un majeur responsable entre 22 heures et 6 heures. [2] Les mineurs doivent se conformer aux règles en vigueur dans l'établissement scolaire qu'ils fréquentent.	*les mineurs qui fréquentent l'école obligatoire ont interdiction de fumer (art. 102 RLEO) ; dans le Canton de Vaud, la vente de tabac est interdite aux mineurs (art. 66i LEAE)*
Article 50 – Etablissements publics Les mineurs de moins de 12 ans révolus n'ont accès qu'aux établissements au sens de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et des débits de boissons (ci-après : établissements) que s'ils sont accompagnés d'un adulte. Toutefois, dès l'âge de 10 ans révolus, ils peuvent avoir accès aux établissements jusqu'à 18 heures, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale. Les mineurs âgés de 12 à 16 ans non accompagnés d'un adulte peuvent fréquenter les établissements jusqu'à 20 heures, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'alinéa 6 ci-dessous, et des salons de jeux, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale. L'autorisation parentale doit être écrite, datée et signée et indiquer clairement le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone des parents ou des représentants légaux du mineur autorisé. Elle indique également le nom, le prénom et la date de naissance du mineur autorisé, ainsi que les établissements qu'il est autorisé à fréquenter. Le mineur au bénéfice d'une telle autorisation doit être en mesure de la présenter en tout temps. Les mineurs de plus de 16 ans révolus peuvent fréquenter tous les établissements à l'exclusion de ceux mentionnés à l'alinéa 6 ci-dessous.	**Article 83 - Etablissements** [1] Les mineurs de moins de 12 ans révolus n'ont accès aux établissements au sens de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (ci-après : établissements) que s'ils sont accompagnés d'un majeur. Toutefois dès l'âge de 10 ans révolus, ils peuvent avoir accès aux établissements jusqu'à 18 heures, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale. [2] Les mineurs âgés de 12 à 16 ans non accompagnés d'un adulte peuvent fréquenter les établissements jusqu'à 20 heures, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'al. 6 ci-dessous, et des salons de jeux, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale. [3] L'autorisation parentale doit être écrite, datée et signée et indiquer clairement le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone des parents ou des représentants légaux du mineur autorisé. Elle indique également le nom, le prénom et la date de naissance du mineur, ainsi que les établissements qu'il est autorisé à fréquenter. [4] Le mineur au bénéfice d'une telle autorisation doit être en mesure de la présenter en tout temps. [5] Les mineurs de plus de 16 ans révolus peuvent fréquenter tous les établissements, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'al. 6 ci-dessous. [6] Même pourvus d'une autorisation parentale ou accompagnés d'un	

Même pourvus d'une autorisation parentale, les mineurs ne peuvent fréquenter les night-clubs et les locaux à l'usage de rencontres érotiques. Un avis doit être placé à l'entrée et à l'intérieur des locaux visés à l'alinéa 5 ci-dessus et des salons de jeux. Cet avis mentionne l'âge légal d'entrée et l'obligation pour tout administré d'établir son âge exact.	majeur responsable, les mineurs ne peuvent fréquenter les dancings, les night-clubs et les locaux à l'usage de rencontres érotiques. [7] Un avis doit être placé à l'entrée et à l'intérieur des locaux visés à l'al. 6 ci-dessus et des salons de jeux. Cet avis mentionne l'âge légal d'entrée et l'obligation pour tout administré d'établir son âge exact.	
Article 51 – Bals publics et de sociétés L'accès des bals publics et de sociétés est interdit aux mineurs qui ne sont pas entrés dans leur seizième année ou qui ne sont pas libérés de la scolarité obligatoire, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un adulte responsable ou qu'ils ne participent à la soirée en qualité de membres actifs de la société organisatrice.	**Article 84 - Bals publics et de sociétés** L'accès aux bals publics et de sociétés est interdit aux mineurs qui ne sont pas entrés dans leur seizième année ou qui ne sont pas libérés de la scolarité obligatoire, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un majeur responsable ou qu'ils ne participent à la soirée en qualité de membres actifs de la société organisatrice.	
Article 52 – Infractions Pour toute violation des articles 50 et 51 ci-dessus, les mineurs, les adultes qui les accompagnent, les tenanciers et les organisateurs des manifestations sont considérés comme contrevenants.	**Article 85 - Disposition pénale** [1] Pour toute violation des articles 82 et 83 ci-dessus, les mineurs, les majeurs qui les accompagnent, les tenanciers et les organisateurs de manifestations sont considérés comme contrevenants. [2] Sont également considérés comme contrevenants les parents ou les représentants légaux des mineurs en cas de violation de leur devoir de surveillance ou de négligence.	*Article complété*
Article 53 – Jeux dangereux Il est interdit aux mineurs de moins de seize ans de porter sur eux des poudres, pièces d'artifices, armes et autres objets ou matières présentant un danger, ou de jouer avec ces objets ou matières.	**Article 86 - Activités prohibées** [1] Les mineurs de moins de 16 ans ne peuvent porter sur eux ou utiliser des objets ou matières dangereux. [2] La vente de ces matières ou objets dangereux est interdite aux mineurs de moins de 16 ans. [3] Constituent des matières ou des objets dangereux, les poudres explosives, les pièces d'artifices, les armes au sens de la législation fédérale, les substances chimiques ou gazeuses et tout autre matière ou objet présentant un danger pour les personnes.	*Article complété*
Article 54 – Armes explosifs, feux d'artifice Il est interdit de vendre ou de procurer de toute autre manière, à des		*Repris dans l'art. 88*

mineurs, des armes, des munitions, des explosifs, de la poudre, des pièces d'artifice et autres objets présentant un danger quelconque.		
Chapitre XII - Repos public	**Chapitre XV - Repos public**	
Article 55 – Jours de repos public Sont jours de repos public : le dimanche et les jours fériés usuels, à savoir les deux premiers jours de l'année, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 1er août, le lundi du Jeûne fédéral, Noël et le 26 décembre.	**Article 87 - Jours fériés** Au sens du présent règlement sont jours de repos publics les dimanches et les jours fériés légaux et usuels, soit les 1er et 2 janvier, le Vendredi Saint, le Lundi de Pâques, l'Ascension, le Lundi de Pentecôte, le 1er août, le Lundi du Jeûne fédéral et Noël (25 décembre).	*Le 26.12. n'étant pas un jour férié officiel, il a été radié de la liste*
Article 55 bis – Troubles Tout acte de nature à troubler une cérémonie à caractère religieux ou public est interdit.		*Inclus dans l'art. 64*
Article 56 – Travaux interdits Sont interdits, les jours de repos public sauf autorisation municipale : a) les travaux extérieurs, tels que travaux agricoles, terrassements, fouilles, transports de matériaux ou de marchandises, démolitions et constructions, etc. les travaux bruyants et toutes les autres activités bruyantes.	**Article 88 - Activités interdites ou suspendues** [1] Pendant les jours de repos publics sont interdits les travaux extérieurs et intérieurs bruyants. [2] Ne font pas l'objet de l'interdiction prévue par l'al. 1er ci-dessus, les travaux des entreprises de service public ou exigeant une exploitation continue, ainsi que des travaux urgents ou exigés par le maintien ou le rétablissement de la sécurité publique, de même que ceux indispensables à la conservation des cultures ou la protection des récoltes. [3] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut accorder des dérogations. Celles-ci doivent être sollicitées au moins 30 jours à l'avance.	*Article complété*
Article 57 – Exceptions Il est fait exception aux règles qui précèdent pour : a) les services publics ; b) les travaux qu'un accident, l'intérêt ou la sécurité publics rendent urgents ; c) les travaux indispensables dans les métiers qui exigent une exploitation continue ; d) la fabrication, la vente et le transport à domicile des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ; e) les travaux indispensables à la conservation des cultures ; f) la protection et la rentrée des récoltes en cas d'urgence.		*Superflu, car les cas d'urgence sont réglés à l'art. 7*

Projet

Article 58 – Limitation des bals et manifestations La Municipalité peut limiter les manifestations, spectacles, compétitions sportives et autres divertissements publics la veille et les jours des fêtes religieuses suivantes : Les Rameaux, Vendredi-Saint, Pâques, Ascension, Pentecôte et Noël.	**Article 89 - Manifestations** La Municipalité ou l'autorité délégataire peut limiter les manifestations au sens de l'article 27 du présent règlement, notamment les spectacles, les compétitions sportives ou les autres divertissements publics lors des jours fériés au sens de l'article 87 du présent règlement et, notamment, le Vendredi Saint, à Pâques, à l'Ascension, à la Pentecôte et à Noël (25 décembre).	*Suppression de l'exception faite pour les Rameaux par simplification*
Chapitre XIII - Spectacles et réunions publics		*Déplacé ; devient le chapitre 6, art. 27 ss*
Article 59 – Autorisation En principe, aucune manifestation accessible au public, à titre payant ou gratuit, ne peut avoir lieu, ni même être annoncée, sans l'autorisation préalable de la Municipalité.		
Article 60 – Refus d'autorisation La Municipalité ou son représentant refuse l'autorisation demandée lorsque la manifestation projetée est de nature à troubler la sécurité, la tranquillité ou l'ordre publics, ou si elle entre en conflit avec une autre manifestation déjà autorisée. La Municipalité ou son représentant peut ordonner la suspension ou l'interruption immédiate de toute manifestation ou divertissement public contraire à la tranquillité et à l'ordre publics ou aux mœurs. La Municipalité peut, en outre, imposer des restrictions ou interdire ces spectacles.		
Article 61 – Demande L'autorisation doit être demandée au moins 15 jours à l'avance, avec indication du nom des organisateurs responsables, de la date, de l'heure, du lieu et du programme de la manifestation, de façon que la Municipalité puisse s'en faire une idée exacte. Le requérant est responsable de la conformité de la manifestation avec les indications données.		
Article 62 – Conditions exigées Pour chaque manifestation organisée, le requérant doit être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile couvrant les risques de l'exploitation prévue.		

Projet

L'autorisation peut être subordonnée à certaines conditions, notamment à des mesures de sécurité particulières (lutte contre le feu, contre le bruit, limitation du nombre des entrées d'après les dimensions du local et au respect de l'article 50) et d'hygiène (locaux de conservation des mets et boissons, installations sanitaires, etc.).		
Article 63 – Libre accès Les membres de la Municipalité, les représentants du service du feu ont libre accès, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, aux manifestations prévues aux articles 59 et suivants.		
Article 64 – Taxes Les organisateurs d'une manifestation doivent payer à la commune, s'il y a lieu, et conformément au tarif en vigueur : a) une taxe d'autorisation et un émolument destiné à couvrir le travail effectif de son administration ; b) les frais de location de place, lorsque la manifestation est organisée sur le domaine public ou privé de la commune; c) les frais de surveillance, lorsque le service du feu juge nécessaire de prendre des mesures de sécurité. d) Les frais rendus nécessaires par la mise en place d'un service d'ordre ou par l'intervention de la police municipale en cas de risque d'atteinte à l'intérêt public, notamment à l'ordre et à la sécurité publics. La Municipalité est compétente pour édicter le tarif.		
Article 65 – Responsabilité des organisateurs Les organisateurs de spectacles et manifestations soumis à autorisation sont responsables du maintien du bon ordre, de l'application du présent règlement et des décisions municipales d'exécution.		
Chapitre XIV - Police et protection des animaux	**Chapitre XVI - Police et protection des animaux**	
Article 66 – Respect du voisinage Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes les mesures utiles pour les empêcher : a) de troubler l'ordre et la tranquillité publics, notamment par leurs cris ; b) de salir la voie publique, notamment les trottoirs, les parcs et promenades publics.	**Article 90 - Ordre et tranquillité publics** Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes mesures utiles pour empêcher ceux-ci de : 1. porter atteinte à la sécurité publique ou à celle d'autrui ; 2. troubler l'ordre et la tranquillité publics ; 3. commettre des dégâts ; 4. gêner le voisinage, notamment par leurs cris et leurs odeurs ; 5. errer sur le domaine public ; 6. salir la voie publique, trottoirs, parcs et promenades. Les	*Article complété*

	détenteurs d'animaux qui ramassent immédiatement les souillures ne sont pas punissables ; 7. de divaguer ; 8. de pénétrer dans les cimetières, les préaux et terrains scolaires, les commerces d'alimentation, les marchés, les plages et les établissements de bains publics.	
Article 67 – Mesures de sécurité Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes mesures utiles pour les empêcher de : a) porter atteinte à la sécurité d'autrui ou d'effrayer, par leur comportement, la population; b) commettre des dégâts; c) d'errer sur le domaine public ou de créer un danger pour la circulation.		*Superflu, car figure dans la Loi sur la police des chiens du 31 octobre 2006 (LPolC, BLV 133.75)* *Repris dans l'art. 91*
Article 68 – Chiens Les propriétaires de chiens doivent les annoncer à la police municipale dans les 15 jours dès leur acquisition ou dans les 90 jours dès la naissance. Chaque chien doit porter un collier indiquant le nom et le domicile du propriétaire de l'animal. En outre, chaque chien doit être identifié au moyen d'une puce électronique mise en place par un vétérinaire, qui transmet les données recueillies à la banque de données désignée par le Service vétérinaire. Sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public, toute personne accompagnée d'un chien doit le tenir en laisse, à moins qu'il ne soit suffisamment dressé pour se conduire de manière à ne pas importuner autrui. Si un chien est qualifié de dangereux par le Service vétérinaire, il doit être tenu en laisse et muni d'une muselière en dehors de la sphère privée. Les chiens agréés à l'assistance des personnes handicapées sont	**Article 91 - Chiens** [1] Tout détenteur d'un chien annonce à l'autorité communale compétente dans les deux semaines la naissance, l'acquisition, la cession ou la mort de l'animal, ainsi que tout changement d'adresse. [2] Les chiens qui ne sont pas identifiés selon ce que prévoit la loi sur la police des chiens et son règlement d'application doivent être signalés au vétérinaire cantonal. [3] L'article 17 al. 2 à 5 de la loi sur la police des chiens définit les modalités selon lesquelles les chiens doivent être tenus en laisse courte dans les lieux, les transports et les manifestations publics. [4] La Municipalité peut en plus définir des lieux publics dont l'accès est interdit aux chiens et ceux dans lesquels ils doivent être tenus en laisse. Si la Municipalité impose la tenue en laisse générale sur tout le domaine public communal, elle doit en dérogation définir des zones où les chiens peuvent s'ébattre librement. [5] Il est interdit d'utiliser un chien pour intimider, incommoder ou provoquer toute personne.	

autorisés à pénétrer dans tous les lieux ouverts au public. Il est interdit d'introduire des chiens dans les cimetières, ainsi que dans les magasins d'alimentation. Dans les jardins, parcs publics, terrains de sport, les chiens doivent être tenus en laisse. La Municipalité détermine les autres lieux et autres locaux dont l'accès est interdit aux chiens et ceux dans lesquels ils doivent être tenus en laisse.	[6] La loi sur la police des chiens et son règlement d'application sont réservés.	
Article 69 – Animaux méchants, dangereux ou maltraités La Municipalité peut soumettre à l'examen du vétérinaire délégué, au besoin séquestrer, les animaux paraissant méchants, dangereux ou maltraités. Elle peut ordonner au détenteur d'un animal de prendre les mesures nécessaires pour empêcher celui-ci de troubler l'ordre public. En cas de violation des ordres reçus, l'animal peut être mis en fourrière, sans préjudice de l'amende qui peut être prononcée. Le propriétaire peut, dans un délai de 2 mois, le réclamer contre paiement des frais de transport, de fourrière et d'examen vétérinaire. La restitution est subordonnée à la condition que les ordres reçus soient exécutés. En cas de danger imminent, l'animal peut être abattu immédiatement.	**Article 92 - Animaux dangereux** [1] Tout animal dangereux doit être signalé à la Municipalité ou à l'autorité délégataire. [2] A moins d'un danger imminent nécessitant d'abattre l'animal sans délai, la Municipalité ou l'autorité délégataire intervient conformément à ce que prévoit le code rural et foncier. [3] Le règlement cantonal sur le séquestre et la mise en fourrière d'animaux est réservé.	
Article 70 – Chiens errants Tout chien trouvé sans collier ou non identifié par une puce électronique est saisi et mis en fourrière officielle. Les animaux non réclamés dans un délai de 2 mois dès leur admission à la fourrière sont placés auprès d'un nouveau détenteur. La restitution de l'animal dans ce délai a lieu contre paiement de l'impôt, des frais et, le cas échéant, de l'amende.	**Article 93 - Animaux errants** [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire prend les mesures relatives à la divagation des animaux. [2] Elle informe le vétérinaire cantonal si ces animaux sont suspects d'épizootie ou s'ils présentent un problème du point de vue de la législation sur la protection des animaux.	

Article 71 – Troupeaux Les troupeaux sur la voie publique doivent être conduits par un personnel suffisant pour que le public et les véhicules puissent circuler sans danger.	**Article 94 – Troupeaux** Les troupeaux sur la voie publique doivent être conduits par un personnel suffisant pour que le public et les véhicules puissent circuler sans danger.	
	Article 95 - Animaux sauvages Sauf autorisation spéciale de la Municipalité ou de l'autorité délégataire, il est interdit de déambuler ou de pénétrer dans un lieu ouvert au public avec un animal sauvage.	*Nouveau*
	Article 96 - Abattage Il est interdit de tuer des animaux sur la voie publique ou aux abords de celle-ci, sauf en cas d'urgence ou pour préserver un intérêt public ou privé prépondérant.	*Nouveau*
Article 72 – Cavaliers Les cavaliers doivent se conformer aux règles de la circulation et aux prescriptions particulières édictées par la Municipalité.	**Article 97 - Cavaliers et chevaux** [1] Les cavaliers sont tenus de rester sur les chemins et sentiers et de respecter les bordures de routes et les cultures. [2] Il est interdit sur la voie publique : 1. de confier un cheval, attelé ou non, à une personne qui n'a pas les aptitudes requises pour le maîtriser ; 2. de laisser un cheval, attelé ou monté, ou tout autre animal, prendre, dans la localité, le galop ou toute autre allure dangereuse pour le public. [3] Les conducteurs d'attelages doivent constamment se tenir à portée de leurs chevaux et être en état de les maîtriser.	*Article complété*
Chapitre XV - Police du feu	**Chapitre XVII - Police du feu**	
Article 73 – Déchets incinérables et feu sur la voie publique L'incinération de déchets urbains en plein air, en dehors des installations stationnaires appropriées est interdite. Les déchets naturels végétaux provenant de l'exploitation des forêts, des champs et des jardins sont compostés en priorité. L'incinération de ces matières en plein air n'est admise que pour les petites quantités détenues par les particuliers, sur les lieux de	**Article 98 - Principe** [1] Il est interdit de faire du feu à l'air libre. Sont notamment compris dans cette interdiction l'incinération de déchets urbains, carnés ou de chantier et les substances explosives ou présentant des risques pour les usagers. Les déchets naturels végétaux provenant de l'exploitation des forêts, des champs et des jardins sont compostés en priorité. [2] Ne sont pas compris dans cette interdiction :	*Article complété*

Projet

production, et pour autant qu'il n'en résulte pas de nuisance pour le voisinage. Il est interdit de faire du feu sur la voie publique, dans tous les lieux accessibles au public ou aux abords de ceux-ci, à moins de 10 m des bâtiments, des dépôts de foin, de paille, de bois ou d'autres matières combustibles ou facilement inflammables. Il est en outre interdit de brûler les déchets de chantier. Sont réservées les dispositions fédérales et cantonales en la matière.	1. les feux dans des supports destinés aux grillades ou à la préparation de mets. La Municipalité ou l'autorité délégataire peut les interdire dans certaines zones ou pendant certaines périodes ; 2. l'incinération de petites quantités de déchets végétaux détenues par les particuliers, sur les lieux de production. [3] Les feux visés à l'al. 2 ci-dessus sont autorisés pour autant que toutes les précautions aient été prises pour parer à tout danger d'incendie et qu'il n'en résulte pas de nuisances pour le voisinage, notamment en ce qui concerne les émissions de fumée, et qu'ils ne soient pas allumés sur la voie publique, dans les lieux accessibles au public ou aux abords de ceux-ci, à moins de dix mètres des bâtiments, des dépôts de foin, de paille, de combustibles ou de toute autre substance inflammable. L'article 101 du présent règlement est réservé.	
	Article 99 - Matières inflammables [1] Il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des produits usuels vendus dans les commerces, ou d'autres matières assimilables. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut imposer des mesures de sécurité relatives à la préparation, la manutention et l'entreposage de telles matières.	*Nouveau*
	Article 100 - Propagation de feu et émissions de fumées L'usager doit prendre toutes dispositions utiles afin d'éviter tout risque de propagation de feu et afin de ne pas incommoder les voisins par des émissions de fumées notamment.	*Nouveau*
Article 74 – Feux Dans les zones habitées, les feux en plein air sont interdits la nuit et les jours de repos public, sauf autorisation de la Municipalité. En cas de sécheresse, la Municipalité peut décréter l'interdiction de tous feux.	**Article 101 - Restrictions dues à l'environnement** [1] Tout feu est interdit : 1. dans les environnements secs ; 2. pendant les périodes de sécheresse ; ou 3. en cas de vent violent. [2] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut prendre des	

Projet

	dispositions particulières d'urgence, applicables sans délai, pour interdire ou limiter les feux.	
Article 75 – Usage d'explosifs Il est interdit de faire sauter des pierres, murs, troncs d'arbres et autres, au moyen d'explosifs, à proximité de la voie publique ou de l'habitation d'autrui, sans une autorisation de la Municipalité qui peut prescrire les mesures de sécurité nécessaires.	**Article 102 - Usage d'explosifs** [1] L'usage de substances explosives est interdit sans autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. [2] L'usager autorisé doit prendre, à ses frais, toutes dispositions utiles afin d'éviter tout risque d'atteinte aux personnes et aux biens. La Municipalité ou l'autorité délégataire peut prescrire les mesures de sécurité nécessaires.	
Article 76 – Engins pyrotechniques L'utilisation des engins pyrotechniques de divertissement est soumise aux législations fédérale et cantonale.	**Article 103 - Engins pyrotechniques** [1] L'emploi d'engins pyrotechniques est soumis à autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. [2] Celle-ci peut accorder des autorisations générales d'employer des pièces d'artifice ou certaines catégories d'entre elles à l'occasion de manifestations particulières et notamment du 1er août. [3] La Municipalité peut : 1. en tout temps, édicter, pour des motifs de sécurité, des dispositions plus restrictives quant à l'emploi d'engins pyrotechniques, même lors d'une utilisation dans le cadre de manifestations sur le domaine privé ; 2. soumettre la vente de pièces d'artifice à l'autorisation préalable. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être refusée que lorsque le vendeur ne peut satisfaire aux obligations de sécurité que lui imposent les législations fédérale et cantonale. [4] La législation et la réglementation fédérales sont réservées.	*Article complété*
	Article 104 - Illuminations et cortèges aux flambeaux Aucune illumination ou cortège aux flambeaux ne peut avoir lieu sans autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. Les articles 27 à 34 du présent règlement sont applicables pour le surplus.	*Nouveau*

Projet

	Article 105 - Locaux La Municipalité ou l'autorité délégataire peut interdire l'utilisation de locaux présentant un danger particulier en cas d'incendie.	*Nouveau*
	Article 106 - Service de défense contre l'incendie et de secours L'organisation du service de défense contre l'incendie et de secours fait l'objet d'un règlement spécial sous réserve d'une délégation à une collaboration intercommunale.	*Nouveau*
Article 77 – Bornes hydrantes et hangars du feu Il est interdit d'encombrer les abords des bornes hydrantes ainsi que les accès des locaux où est entreposé le matériel de lutte contre l'incendie. L'usage des bornes hydrantes à des fins autres que la lutte contre le feu est interdit sans une autorisation de la Municipalité. Les sorties de secours des bâtiments et leur accès par les véhicules du service du feu doivent être constamment libres.	**Article 107 - Bornes hydrantes et locaux du service de défense contre l'incendie et de secours** [1] Tout dépôt ou stationnement gênant l'accès aux bornes hydrantes et aux locaux servant au dépôt du matériel de défense incendie et de secours est interdit. [2] L'utilisation des bornes hydrantes à des fins privées est interdite, sauf autorisation de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou du service compétent. [3] Les sorties de secours des bâtiments et leur accès par les véhicules du service du feu doivent être constamment libres.	
Article 77 bis – Silos à fourrage Toutes mesures de précaution et de surveillance doivent être prises dans l'engrangement des fourrages, afin de prévenir leur combustion. En cas de danger, le propriétaire ou son représentant a l'obligation d'avertir immédiatement la police locale.		Superflu, car réglé au niveau supérieur (directive sur les silos à fourrage, DCPE 696, du 1.01.2014, de la *Direction générale de l'environnement (DGE) - Assainissement urbain et rural)*
Chapitre XVI - Police des eaux	**Chapitre XVIII - Police des eaux**	
Article 78 – Interdictions diverses Il est interdit : a) de souiller les eaux publiques;	**Article 108 - Interdictions** Il est interdit : 1. de souiller les eaux publiques ;	

b) d'endommager les digues, berges, passerelles, barrages, prises d'eau, bornes hydrantes et tous autres ouvrages en rapport avec les eaux publiques; c) de manœuvrer les vannes, prises d'eau, et installations analogues en rapport avec les eaux publiques, si ce n'est pour parer à un danger immédiat; d) d'extraire sans autorisation des matériaux du lit des cours d'eau, ou de leurs abords immédiats; e) de faire des dépôts de quelque nature que ce soit dans le lit des canaux et cours d'eau du domaine public.	2. d'endommager les digues, berges, passerelles, barrages, prises d'eau et tous autres ouvrages en rapport avec les eaux publiques ; 3. de manœuvrer les vannes, prises d'eau, et installations analogues en rapport avec les eaux publiques, sauf cas d'urgence ; 4. d'extraire sans autorisation des matériaux du lit des cours d'eau, ou de leurs abords immédiats ; 5. de faire des dépôts de quelque nature que ce soit dans le lit des canaux et cours d'eau du domaine public ; 6. de porter atteinte à tout autre équipement, installation ou ouvrage nécessaire à l'acheminement, la distribution ou à l'évacuation des eaux publiques.	
Article 79 – Fossés et ruisseaux du domaine public Les fossés, les étangs et les ruisseaux du domaine public communal sont entretenus par les soins de la Municipalité, laquelle, avec le concours des propriétaires intéressés, prend les mesures prévues par la loi cantonale sur la police des eaux.		*Superflu, car réglé par la Loi sur la police des eaux dépendant du domaine public du 3.12.1957 (LPDP, BLV 721.01)*
Article 80 – Ruisseaux, coulisses et canalisations du domaine privé Les coulisses, canalisations et ruisseaux privés sont entretenus par leur propriétaire, de manière à épargner tout dommage à autrui. Au cas où le propriétaire ne se conformerait pas à ces prescriptions, la Municipalité fera prendre les mesures nécessaires aux frais de celui-ci, après l'avoir entendu, sans préjudice des poursuites pénales.	**Article 109 - Eaux privées** [1] Les coulisses, canalisations et ruisseaux privés sont entretenus par leur propriétaire, de manière à éviter tout dommage aux personnes et aux biens. [2] En cas de carence du propriétaire, la Municipalité ou l'autorité délégataire prend toutes les mesures nécessaires aux frais de celui-ci. [3] En cas d'exécution par substitution, la Municipalité ou l'autorité délégataire facture les frais d'intervention. La décision y relative vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.	
Article 81 – Dégradations Les particuliers sont tenus d'aviser la Municipalité de toute dégradation survenant sur leurs fonds au bord d'une eau publique.	**Article 110 – Dégradations** Les particuliers sont tenus d'aviser la Municipalité de toute dégradation survenant sur leurs fonds au bord d'une eau publique.	

En cas d'urgence, la Municipalité prend immédiatement les mesures de sécurité nécessaires pour éviter des dégâts plus graves ou des accidents	En cas d'urgence, la Municipalité prend immédiatement les mesures de sécurité nécessaires pour éviter des dégâts plus graves ou des accidents	
Titre 4 – Hygiène et salubrité publiques	**Titre 4 – Hygiène et salubrité publiques**	
Chapitre XVII - Hygiène et salubrité	**Chapitre XIX - Hygiène et salubrité**	
Article 82 – Autorité sanitaire locale La Municipalité est l'autorité sanitaire locale. Elle veille à la salubrité dans la commune, au contrôle des eaux et de l'air, à l'hygiène des constructions et des habitations, aux mesures à prendre pour combattre les maladies transmissibles ou en limiter les effets, au service des inhumations, selon la législation en la matière. La Municipalité est assistée par la Commission de salubrité.	**Article 111 - Autorité sanitaire** La Municipalité constitue l'autorité sanitaire. Elle peut se faire assister par la commission de salubrité.	
	Article 112 - Mesures d'hygiène et de salubrité publiques [1] La Municipalité peut édicter les prescriptions nécessaires à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques et prend les mesures indispensables y relatives, notamment : 1. pour maintenir l'hygiène dans les habitations ; 2. pour combattre les maladies transmissibles et en limiter les effets ; 3. pour assurer les meilleures conditions de salubrité à la population. [2] La législation et la réglementation cantonales sont réservées.	*Nouveau*
Article 82 bis – Commission de salubrité La commission de salubrité a toutes les attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements sur l'organisation sanitaire et la police des constructions, ainsi que toutes autres dispositions légales en matière de salubrité publique. La commission de salubrité est composée de trois membres au moins, dont un médecin et une personne compétente en matière de construction, nommés par la Municipalité pour une période de cinq	**Article 113 – Commission de salubrité** [1] La commission de salubrité a toutes les attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements sur l'organisation sanitaire et la police des constructions, ainsi que toutes autres dispositions légales en matière de salubrité publique. [2] La commission de salubrité est composée de trois membres au moins, dont un médecin et une personne compétente en matière de construction, nommés par la Municipalité pour une période de cinq	

Projet

ans.	ans.	
Article 83 – Inspection Pour s'assurer que les dispositions légales sont respectées, la Municipalité ou ses représentants peuvent procéder à toutes les inspections utiles.	**Article 114 - Inspection des locaux** [1] La Municipalité, l'autorité délégataire ou toute direction compétente a le droit de faire procéder, en tout temps, à l'inspection des locaux servant à l'exploitation d'un commerce et des lieux de travail. [2] Elles peuvent également ordonner, d'office ou sur réquisition, l'inspection d'une habitation aux fins de vérification du respect des exigences de l'hygiène et de la salubrité, moyennant avis préalable donné à l'occupant, sauf cas d'urgence. [3] La Municipalité, l'autorité délégataire ou toute direction compétente peut faire procéder aux inspections visées aux al. 1er et 2 ci-dessus avec l'assistance de la police. [4] Les dispositions en matière de police des constructions sont au surplus réservées.	*Article complété*
	Article 115 - Opposition aux inspections Sous réserve des cas qui relèvent de la compétence pénale du préfet, toute personne qui s'oppose aux inspections prévues à l'article 114 du présent règlement est passible des peines prévues pour les contraventions au règlement.	*Nouveau*
	Article 116 - Entreprises [1] L'exploitation de toute entreprise commerciale, industrielle ou artisanale comportant des risques pour l'hygiène ou la salubrité publiques, notamment par l'emploi de substances nuisibles, insalubres ou malodorantes, doit être annoncée à la Municipalité ou à l'autorité délégataire et faire l'objet d'une autorisation préalable. [2] Les autorisations cantonales sont réservées.	*Nouveau*
Article 83 bis – Dépôt sur la voie publique Le dépôt sur la voie publique ou ses abords immédiats de marchandises destinées à la consommation est interdit sans protection efficace.		*Repris à l'art. 146*

Projet

Article 83 ter – Dépôt malodorant Tout dépôt d'immondices et de matières fétides ou putrescibles est interdit. Tout dépôt de fumiers ou de déchets de jardin doit être établi à une distance d'au moins trois mètres de la voie publique et de la limite du fonds voisin. La Municipalité peut faire déplacer les installations et dépôts qui nuisent à l'hygiène ou à l'esthétique.	**Article 117 - Travail ou activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques** [1] Tout travail et toute activité comportant des risques pour l'hygiène ou la salubrité publiques, notamment par l'emploi de substances nuisibles, insalubres ou malodorantes, doivent être accomplis de manière à ne pas incommoder les voisins et à ne pas porter préjudice à la salubrité publique. [2] Il est notamment interdit : 1. de conserver, de jeter ou de laisser en un lieu où elles peuvent exercer un effet nocif, des matières et des substances insalubres, sales, malodorantes ou de toute autre matière nuisible à la santé, tels que poussières, eaux grasses, déchets de denrées ou d'aliments ; 2. de transporter ces matières sans les placer dans des récipients appropriés, étanches et hermétiquement clos ; 3. de transporter ces matières avec des denrées destinées à la consommation humaine ou animale.	*Article complété*
Article 83 quater – Eaux usées Aux abords des habitations, il est interdit d'employer les eaux usées (purin, vidange, etc.) pour l'arrosage des pelouses, jardins ou autres cultures sans avoir, au préalable, désinfecté et désodorisé ces matières.		*Repris à l'art. 117*
Article 83 quinquies– Élevage dans les maisons La Municipalité peut interdire l'élevage, dans les maisons habitées, d'oiseaux de basse-cour, lapins et autres animaux.		*Superflu car figure dans le Code rural et foncier du 7.12.1987 (art. 114) (CRF, BLV 211.41)*
	Chapitre XX – Police des inhumations et des cimetières **Article 118 - Autorité compétente** La Municipalité ou l'autorité délégataire organise le service des inhumations.	Chapitre nouveau

	Article 119 - Compétence réglementaire La Municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur : 1. la police des inhumations ; 2. la police du cimetière ; 3. les taxes relatives à l'octroi et au retrait des autorisations et concessions en lien avec les objets visés aux let. a et b ci-dessus et à toute autre activité nécessitant une prestation de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.	
Titre 5 – Commerce et industrie	**Titre 5 – Activités économiques**	
Chapitre XVIII - Police des établissements	**Chapitre XXI - Police des établissements**	
Article 84 – L'exercice de toute activité économique sur le territoire de la Commune est soumis aux dispositions de la loi sur l'exercice des activités économiques (LEAE).		*Repris à l'art. 136*
Article 85 – Champ d'application Tous les établissements pourvus de licences au sens de la loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB) sont soumis aux dispositions du présent règlement.	**Article 120 - Champ d'application et définitions** [1] Sont considérés comme établissement au sens du présent règlement tous les établissements au bénéfice de licences ou d'autorisations spéciales au sens de la loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB). [2] Constituent des établissements de nuit, les établissements qui sont au bénéfice d'une licence de discothèque ou de night-club. Constituent des établissements de jour, tous les autres établissements.	Article complété
Article 86 – Horaire d'ouverture Les établissements mentionnés à l'article précédent ne peuvent être ouverts au public avant 6 h. du matin. Ils doivent être fermés à 23h30 tous les jours. Le titulaire de l'autorisation d'exploiter fixe librement l'horaire d'exploitation de son établissement dans ces limites. Les heures d'ouverture habituelles sont communiquées à la Municipalité et affichées à l'extérieur de l'établissement.	**Article 121 - Périodes d'ouverture et de fermeture des établissements de jour** [1] Les établissements de jour ne peuvent être ouverts qu'entre 6h00 et 24h00. [2] Des prolongations d'horaire peuvent être autorisées par la Municipalité ou l'autorité délégataire moyennant le paiement d'un émolument et dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt public ou à un intérêt privé prépondérant.	

	Article 122 - Périodes d'ouverture et de fermeture des établissements de nuit [1] Les établissements de nuit ne peuvent être ouverts qu'entre 18h00 et 04h00. [2] Des ouvertures anticipées et ou des prolongations d'horaire peuvent être autorisées par la Municipalité ou par l'autorité délégataire moyennant le paiement d'un émolument et dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt public ou à un intérêt privé prépondérant.	*Nouveau*
	Article 123 - Compétence réglementaire La Municipalité est compétente pour établir un règlement portant tarif des taxes relatives : 1. à l'octroi et au retrait des autorisations de prolongations d'horaire et d'ouvertures anticipées ; 2. aux activités annexes visées à l'article 129 du présent règlement ; 3. aux activités susceptibles de générer des nuisances sonores visées à l'article 130 du présent règlement ; 4. à toute autre activité nécessitant une prestation de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.	*Nouveau*
Article 87 – Prolongation d'ouverture Lorsque la Municipalité autorise un titulaire de licence à laisser son établissement ouvert après l'heure de fermeture réglementaire, le tenancier doit payer les taxes de prolongation d'ouverture selon le tarif fixé par la Municipalité. Cette dernière peut refuser des permissions ou en limiter le nombre. Sans autorisation municipale, les prolongations doivent être inscrites à l'encre dans le carnet à souches en vigueur tous les jours pour 23 h. 30 précises. Elles doivent être gardées à disposition de la Direction de police qui pourrait les requérir en tout temps durant les trente jours suivant la date d'émission. Il ne pourra pas être utilisé plus de quatre heures de prolongation par semaine et au maximum deux heures par soir.	**Article 124 - Prolongations** [1] Lorsque la Municipalité ou l'autorité délégataire octroie une autorisation de prolongation d'ouverture ou une autorisation d'ouverture anticipée, le tenancier doit payer les taxes y relatives selon le règlement visé à l'article 123 du présent règlement. [2] Sans autorisation municipale, les prolongations d'ouverture des établissements visés à l'article 121 doivent être inscrites à l'encre dans le carnet à souches en vigueur tous les jours pour 23 h. 30 précises. Elles doivent être gardées à disposition de l'autorité délégataire qui pourrait les requérir en tout temps durant les trente jours suivant la date d'émission. [3] Il ne pourra pas être utilisé plus de quatre heures de prolongation par semaine et au maximum deux heures par soir.	

Les demandes de permission plus tardives doivent être faites à la Municipalité, par écrit, huit jours à l'avance. La permission ne va pas au-delà de 04h.00. Pour les bars et les discothèques, des exceptions peuvent être accordées. La Direction de police tient le contrôle des permissions et procède aux encaissements.	[4] Les demandes d'autorisations pour une fermeture plus tardive que les limites visées à l'al. 2 ci-dessus doivent être déposées auprès de la Municipalité par écrit huit jours à l'avance. La permission ne va pas au-delà de 04h.00. [5] Pour les établissements de nuit, des exceptions peuvent être accordées. [6] L'autorité délégataire tient le contrôle des permissions et procède aux encaissements.	
Article 88 – Exploitation des terrasses L'exploitation des terrasses est régie par un règlement spécifique.	**Article 131 - Terrasses et dépendances** [1] L'exploitation des terrasses et des dépendances extérieures des établissements publics est régie par un règlement spécifique.	
Article 89 – Consommateurs et voyageurs Pendant le temps où l'établissement doit être fermé au public, nul ne peut y être toléré, ni s'y introduire. Seuls les titulaires d'une licence permettant de loger des hôtes sont autorisés à admettre des voyageurs dans leurs établissements après l'heure de fermeture pour autant qu'ils y logent.	**Article 125 - Accès aux établissements en dehors des périodes d'ouverture** [1] En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, nul ne peut y être toléré, ni s'y introduire. [2] Ne sont pas compris dans l'interdiction visée à l'al. 1er ci-dessus, les clients d'hôtels, de pensions ou de tout autre établissement autorisé à accueillir des hôtes. Seuls les hôteliers ou les maîtres de pensions sont autorisés à admettre les hôtes.	
Article 90 – Contravention Le titulaire d'un établissement resté ouvert après l'heure de fermeture sans autorisation spéciale, sera déclaré en contravention. Le titulaire de la licence, de même que les acheteurs ou consommateurs, seront passibles de sanctions.	**Article 126 - Disposition pénale** [1] Le fait d'ouvrir ou de maintenir ouvert un établissement en dehors des périodes d'ouverture et sans autorisation est puni d'une amende. [2] Le titulaire de la licence, le tenancier, les consommateurs, les acheteurs et toute autre personne n'agissant pas dans le cadre d'un service officiel se trouvant sur les lieux sont passibles de l'amende.	

Projet

Article 91 – Fermetures temporaires Les titulaires d'une licence peuvent fermer leur établissement certains jours ou durant certaines périodes. Ils sont tenus d'en informer la Municipalité 8 jours à l'avance.		*Superflu, car correspond à l'art 49 de la Loi sur les auberges et les débits de boissons du 26 mars 2002 (LADB, BLV 935.31*
Article 92 – Bon ordre Dans les établissements et à leurs abords immédiats, sont interdits tous actes de nature à troubler le voisinage ou à porter atteinte au bon ordre et à la tranquillité publics.	**Article 132 - Service d'ordre et de sécurité** [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire peut imposer la mise en place d'un service d'ordre et de prévention à l'extérieur de l'établissement. [2] Le personnel garantissant cette mission doit impérativement provenir d'une entreprise de sécurité au sens de la législation cantonale.	*Article complété*
Article 93 – Obligations du titulaire de licence Le titulaire de licence est responsable de l'ordre dans son établissement et à ses abords ; il a l'obligation de rappeler le contrevenant à l'ordre. Si ce rappel à l'ordre est demeuré sans effet, il a le droit d'expulser le contrevenant après l'avoir sommé de quitter les lieux. Lorsque le titulaire de licence ne parvient pas à fermer son établissement à l'heure de police, ou en cas de résistance ou d'incident grave survenant à l'entrée ou à l'intérieur de l'établissement ou se prolongeant au-dehors, il est tenu d'aviser immédiatement la police.	**Article 127 - Police des établissements** [1] Tous actes de nature à troubler l'ordre, la tranquillité, la sécurité et la morale publics sont interdits dans les établissements. [2] Le titulaire de la licence ou le tenancier et ses auxiliaires sont responsables de la police des établissements et veillent au respect des interdictions visées à l'al. 1er ci-dessus. S'ils ne peuvent y parvenir, ils sont tenus d'en aviser immédiatement la police. [3] Les personnes visées à l'al. 2 ci-dessus peuvent : 1. rappeler à l'ordre les contrevenants aux interdictions visées à l'al. 1er ci-dessus ; 2. expulser les contrevenants aux interdictions visées à l'al. 1er ci-dessus qui n'obtempèrent pas à un rappel à l'ordre ; 3. refuser ultérieurement l'accès à l'établissement à des contrevenants.	

	Article 129 - Activités annexes [1] Doivent faire l'objet d'une autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire : 1. les bals ; 2. les animations musicales ; 3. les performances artistiques ; 4. les animations ludiques ; 5. toute autre activité susceptible de générer des nuisances sonores à l'égard des riverains. [2] L'autorisation peut déterminer les conditions et la durée des activités visées à l'al. 1er ci-dessus. [3] L'autorisation est soumise à une taxe. La taxe visée à l'article 123 du présent règlement est réservée.	*Nouveau*
Article 94 – Musique et jeux bruyants Les dispositions de l'article 43 du présent règlement sont applicables aux établissements. En outre, la Municipalité peut interdire toute musique ou manifestation bruyante dans ces établissements à partir de 22 heures si elle l'estime nécessaire.	**Article 130 - Activités susceptibles de générer des nuisances sonores** [1] Sauf autorisation préalable de la Municipalité ou de l'autorité délégataire, sont interdits dans les établissements, leurs dépendances et leurs abords : 1. de 22h00 à 6h00, les activités bruyantes ainsi que l'emploi d'appareils reproducteurs ou amplificateurs de sons ou d'images ; 2. en tout temps, la diffusion de sons à l'extérieur. [2] L'autorisation est accordée à condition que les activités visées à l'al. 1er du présent article ne soient pas susceptibles de créer des nuisances sur le domaine public et, en particulier, à l'égard du voisinage. L'autorisation est soumise à une taxe. La taxe visée à l'article 123 du présent règlement est réservée. [3] Sont réservées les dispositions de la législation et de la réglementation cantonales, notamment la Loi sur les entreprises de sécurité (art. 11) et son règlement d'application (art. 11 également), ainsi que la réglementation sur les établissements, relatives à l'organisation d'animations musicales permanentes ou occasionnelles.	*Article complété*

Projet

Article 95 – Interdiction de vente La vente à l'emporter de boissons par les tenanciers d'établissements publics et leur personnel est interdite durant l'heure précédant la fermeture normale, ainsi que durant les éventuelles prolongations d'ouverture.	**Article 128 - Vente à l'emporter** La vente à l'emporter de boissons par les tenanciers d'établissements et leurs auxiliaires est interdite durant l'heure précédant la fermeture normale, ainsi que durant les éventuelles prolongations.	
Article 96 – Bal et concerts La tenue de bals, concerts, programmes d'attraction ou autres manifestations analogues dans les établissements est soumise à l'autorisation de la Municipalité qui en fixe la durée et rappelle l'obligation de respecter le présent règlement. La Municipalité fixe le tarif de ces permissions. Ces taxes s'ajoutent à celles découlant de l'art. 87.	**Article 133 - Manifestations** Les articles 27 à 34 du présent règlement, relatifs aux manifestations, sont réservés.	
Chapitre XIX - Traiteurs et débits à l'emporter		*Chapitre superflu, car les traiteurs et débits de boissons alcooliques à l'emporter sont soumis aux mêmes heures d'ouverture et de fermeture que les autres magasins de la commune (art 23 et 25 LADB)*
Article 97 – Champ d'application Les titulaires d'autorisations simples au sens de la loi sur les auberges et les débits de boissons sont soumis aux dispositions du présent règlement (Traiteurs et débits de boissons alcooliques à l'emporter).		
Article 98 – Jours et heures d'ouverture et de fermeture Les jours et heures d'ouverture et de fermeture des traiteurs et des débits de boissons alcooliques à l'emporter sont fixées par la Municipalité conformément à l'art. 101.		
Chapitre XX - Ouverture et fermeture des commerces et des magasins	**Chapitre XXII – Police des magasins**	
	Article 134 - Périodes d'ouverture L'ouverture des magasins est interdite les jours de repos publics définis à l'article 87 du présent règlement.	
Article 99 – Jours et heures d'ouverture et de fermeture Dans les limites fixées par la législation, la Municipalité est compétente pour édicter un règlement fixant les jours et heures d'ouverture et de fermeture des magasins.	**Article 135 - Compétence réglementaire** [1] La Municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur : 1. la notion de magasin ;	

projet

	2. les activités et établissements entrant dans la notion de magasin ; 3. les périodes d'ouverture et de fermeture des magasins ; 4. les conditions relatives à l'octroi ou au retrait d'autorisations et de dérogations ; 5. les taxes relatives aux autorisations et aux dérogations délivrées en lien avec les périodes d'ouverture et de fermeture des magasins.	
Chapitre XXI - Police de l'exercice des activités économiques	**Chapitre XXIII - Police des activités économiques**	
Article 100 – Principe L'exercice, à titre temporaire ou permanent, de toute activité économique sur le territoire de la commune est soumis aux dispositions de la loi cantonale sur l'exercice des activités économiques et de la loi fédérale sur le commerce itinérant. La Municipalité applique les législations sur l'exercice des activités économiques et le commerce itinérant et édicte les règlements, taxes et émoluments en la matière.	**Article 136 - Compétences** [1] La Municipalité ou l'autorité délégataire dispose des compétences suivantes : 1. elle veille à l'application et au respect des dispositions de la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant et de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques ; 2. elle s'assure que les activités économiques ne portent pas atteinte à l'ordre, à la tranquillité, à la sécurité et à la moralité publics et à la loyauté en affaires ; 3. elle prend les mesures nécessaires au respect des éléments visés aux let. a et b ci-dessus. [2] Les compétences des autorités instituées par les lois visées à l'al. 1er ci-dessus sont réservées.	*Article complété*
Article 101 – Commerce itinérant, restrictions Le commerce itinérant est interdit en dehors des heures d'ouverture des magasins, fixées dans le Règlement spécifique.	**Article 137 - Commerce itinérant** [1] Le commerce itinérant, sous toutes ses formes, est réglementé par la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant et la législation cantonale d'application. [2] Le commerce itinérant est interdit en dehors des périodes ordinaires d'ouverture des magasins, telles que définies par l'article 138 du présent règlement et du règlement municipal visé par l'article 139 du présent règlement. [3] Il est interdit aux artistes, prospecteurs, artisans, étalagistes, colporteurs et à tous autres commerçants itinérants de s'installer sans s'être annoncés au préalable à la Municipalité, à l'autorité délégataire ou au corps de police.	*Article complété*

	[4] Les personnes visées à l'al. 3 ci-dessus : 1. ne peuvent exercer leur activité ailleurs qu'aux emplacements qui leur sont désignés par la Municipalité ou l'autorité délégataire et, sauf autorisation de la Municipalité ou de l'autorité délégataire, que pendant les jours de foires et de marchés ; 2. doivent être porteuses de l'autorisation communale afférente ; 3. doivent se conformer aux ordres de la Municipalité ou de l'autorité délégataire. [5] La Municipalité ou l'autorité délégataire est compétente pour délivrer les autorisations d'usage accru du domaine public. Ces autorisations sont soumises à la taxe visée par l'article 145 du présent règlement.	
Article 102 – Commerce itinérant, emplacements Il est interdit aux artistes et aux musiciens de rue, ainsi qu'aux commerçants itinérants, de stationner avec voitures, chars, roulottes, remorques, tentes de camping, etc., ailleurs qu'aux emplacements qui leur sont assignés par la Municipalité et sans s'être annoncés au préalable au bureau de l'administration communale. La Municipalité leur désigne l'emplacement où ils peuvent exercer leur activité, celle-ci ne doit pas être un obstacle à la libre circulation du public et à son accès aux bâtiments riverains du domaine public, ni porter atteinte à la sécurité publique et aux bonnes mœurs.		*Repris dans l'art. 137*
Article 103 – Obligations Les commerçants itinérants, les artistes et les musiciens de rue sont tenus de se conformer aux ordres de la Municipalité ou de la police.		*Repris dans l'art. 137*
	Article 138 - Activités interdites [1] Est interdit le colportage : 1. de champignons; 2. de viande et de poisson sous toutes les formes, y compris les conserves ; 3. de tous les articles alimentaires soumis à la chaîne du froid ; 4. d'appareils et de dispositifs médicaux ; 5. d'armes, d'éléments d'armes et de munitions ; 6. de boissons alcoolisées ;	*Nouveau*

	7. de toutes les substances dont le commerce est interdit par la loi. 2 Le colportage est interdit dans les établissements au sens de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons, cantines et autres lieux de réunions, sans une autorisation formelle du tenancier ou de son représentant.	
	Article 139 - Registre des entreprises Le registre des entreprises est tenu conformément à la législation cantonale sur les activités économiques.	*Nouveau*
	Article 140 - Disposition pénale Les contrevenants aux obligations et interdictions prévues par la présente section sont passibles : 1. d'une amende de compétence municipale, sans préjudice de l'amende de compétence préfectorale ; 2. d'une interdiction de leur activité sur le domaine public communal dont le maximum ne peut excéder un an.	*Nouveau*
Article 104 – Règles et taxes La Municipalité peut édicter des règles, taxes et émoluments en matière d'usage du domaine public par les commerçants. Les taxes et émoluments doivent être acquittés préalablement à toute activité commerciale itinérante. La Municipalité est également compétente pour édicter d'autres prescriptions concernant les foires et marchés.	**Article 141 - Compétence réglementaire** La Municipalité est compétente pour adopter un règlement portant tarif : 1. des taxes que la commune peut percevoir pour toute activité de commerce itinérant sur le domaine public ; 2. des taxes relatives à l'octroi et au retrait des autorisations en lien avec le commerce itinérant ; 3. des taxes de location des places utilisées par les commerçants ambulants ; 4. des taxes relatives à toute autre activité nécessitant une prestation de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.	*Article complété*
	Chapitre XXIV - Police des foires et marchés	
Article 104 bis – En dehors des jours de marchés officiels, la Municipalité peut, contre paiement d'une taxe, autoriser la vente de fruits, légumes et autres marchandises. Elle en fixe les emplacements.	**Article 142 - Périodes et emplacements** 1 Les foires et marchés ont lieu sur les emplacements, aux jours et heures fixés par la Municipalité ou l'autorité délégataire. 2 Les emplacements, jours et heures, peuvent être modifiés, au	*Article complété*

	besoin, par décision de la Municipalité ou de l'autorité délégataire, sans que les usagers concernés puissent prétendre au paiement d'une indemnité. 3 Les marchandises pour lesquelles un lieu spécifique de vente a été arrêté ne peuvent être vendues sur un autre emplacement.	
Article 104 ter – Les dispositions du chapitre XVII ci-dessus sont applicables à l'hygiène et à la salubrité sur les foires et marchés.		*Supprimé, car superflu*
Article 104 quater – Chaque marchand a l'obligation de maintenir et de rendre propre la place qu'il occupe.	**Article 143 - Obligations des vendeurs et exposants** 1 Toute personne qui expose en vente des marchandises, des denrées, des objets ou des animaux, doit se conformer aux ordres qui sont donnés par la Municipalité ou l'autorité délégataire, et s'acquitter de la taxe selon tarif établi par la Municipalité. 2 Il est interdit aux vendeurs : 1. de s'établir sur d'autres places que celles qui leur sont attribuées; 2. d'empiéter sur les places voisines et sur les passages réservés.	*Article complété*
Article 104 quinquies – La Municipalité peut interdire, pour une année au plus, la fréquentation des marchés à celui qui, en dépit d'un avertissement écrit, n'observe pas les dispositions légales, et ce, sans préjudice d'autres sanctions.	**Article 147 - Disposition pénale** Les contrevenants aux obligations et interdictions prévues par la présente section sont passibles : 1. d'une amende de compétence municipale, sans préjudice de l'amende de compétence préfectorale ; 2. d'une interdiction de leur activité sur le domaine public communal dont le maximum ne peut excéder un an.	
	Article 144 - Affichage Toute personne qui vend ou expose des marchandises a l'obligation d'indiquer, au moyen d'une affiche apparente, son nom, son adresse, sa profession et son rôle dans la chaîne de la production à la vente.	*Nouveau*
	Article 145 - Champignons 1 Quiconque désire vendre des champignons sauvages sur un marché doit être au bénéfice d'une autorisation de la commune, qui	*Nouveau*

	fixe les conditions utiles dans les limites de la législation sur les denrées alimentaires. [2] Les experts en champignons au sens de l'ordonnance fédérale procèdent, sur demande de privés, au contrôle des champignons cueillis et destinés à la consommation personnelle.	
	Article 146 - Police du marché [1] Chaque exposant a l'obligation de maintenir constamment et de restituer propre la place qu'il occupe et ses abords. [2] Il est interdit d'étaler à même le sol les denrées alimentaires. [3] Les emplacements de marchés sont évacués pour 13h00. Ne sont pas compris dans cette obligation les bancs de foires qui pourront demeurer jusqu'à 18h00.	*Nouveau*
	Article 148 - Compétence réglementaire La Municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur : 1. les périodes de foires, de marchés et de ventes sur la voie publique ; 2. les emplacements liés aux activités visées à la let. a ci-dessus ; 3. les conditions relatives à l'octroi et au retrait des autorisations et des dérogations relatives aux activités visées à la let. a ci-dessus ; 4. des taxes que la commune peut percevoir pour les activités visées à la let. a ci-dessus ; 5. des taxes relatives à l'octroi et au retrait des autorisations en lien avec les activités visées à la let. a ci-dessus ; 6. des taxes de location des emplacements individuels utilisés par les commerçants et exploitants et des taxes relatives à toute autre activité nécessitant une prestation de la Municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.	*Nouveau*

Projet

Titre 6 – Constructions	Titre 6 – Constructions	
Chapitre XXII - Bâtiments	**Chapitre XXV - Bâtiments**	
Article 105 – Les constructions d'immeubles et de voies de communication sur le territoire communal sont régies par les lois et règlements cantonaux et communaux en la matière.	**Article 149 - Principe** Les propriétaires fonciers ou les titulaires d'immeubles à un autre titre sont tenus, sans indemnité, de laisser apposer sur leur immeuble ou sur la clôture de leur propriété les plaques indicatrices (nom de rue, niveau, hydrant, repère de canalisations, etc.), les signaux routiers, les horloges, conduites et appareils d'éclairage public et autres installations du même genre.	
Article 106 – Numérotations des bâtiments Les plaques de numérotation seront conformes aux modèles arrêtés par la Municipalité. Elles seront fournies par la commune, aux frais des propriétaires et placées aux endroits fixés par la Municipalité.	**Article 150 - Numérotation** [1] Tous les bâtiments, publics ou privés, reçoivent une numérotation permettant de les identifier. [2] La numérotation et le type de plaque d'identification sont définis par la Municipalité et sont obligatoires. [3] Les plaques d'identification sont fournies par les services communaux, aux frais des propriétaires et placées aux endroits définis par la Municipalité ou l'autorité délégataire.	*Article complété*
Article 107 – Disposition des numéros Les numéros devront être placés de façon à être facilement visibles de la rue. Si une maison d'habitation est située à l'intérieur d'une propriété close, le numéro devra être placé sur la porte d'accès donnant sur la voie publique.	**Article 153 - Disposition des numéros** [1] Les numéros impairs sont apposés à gauche et les numéros pairs à droite. Ils devront être placés de façon à être facilement visibles de la voie publique. [2] Si un bâtiment est situé à l'intérieur d'une propriété close, le numéro devra être placé sur la porte d'accès donnant sur la voie publique.	*Article complété*
Article 108 – Entretien des numéros Il est défendu aux particuliers de supprimer, de modifier, d'altérer ou de masquer les numéros de maison. Lorsque, par vétusté, ou par toute autre cause, les numéros auront été endommagés, les propriétaires des maisons devront les remplacer.	**Article 151 - Disposition pénale** La suppression, la modification, l'altération ou le masquage des plaques d'identification est interdit et passible d'une amende.	
	Article 152 - Remplacement des numéros Les plaques d'identification supprimées, modifiées, altérées ou masquées, même par usure naturelle ordinaire doivent être	*Nouveau*

	restaurées ou remplacées aux frais des propriétaires des bâtiments concernés.	
	Article 154 - Compétence réglementaire La Municipalité est compétente pour adopter un règlement sur la numérotation des immeubles et pour instituer un registre des numéros.	*Nouveau*
Article 109 – Noms des rues La Municipalité est compétente pour choisir les noms des rues.	**Article 155 - Noms des voies publiques** [1] La Municipalité est compétente pour choisir les noms à donner aux voies publiques, y compris places, promenades et parcs publics, de même que pour apporter toute modification à ces noms. [2] Si des motifs d'intérêt public le commandent, la Municipalité peut imposer aux propriétaires d'une voie privée l'obligation de donner à cette dernière un nom, qui doit être approuvé par elle ; au besoin, la Municipalité choisit elle-même ce nom.	
Article 110 – Signalisation routière et éclairage public Tout propriétaire foncier est tenu de tolérer, sans indemnisation, sur les façades de son bâtiment, ou sur son bien-fonds, la pose ou l'installation de tous signaux routiers et indicateurs de rues, ainsi que les installations de l'éclairage public.		*Repris dans l'art. 149*
Titre 7 –	**Titre 7 – Dispositions particulières**	
Chapitre XXIII - Affichage	**Chapitre XXVI - Affichage**	
Article 111 – Affichage L'affichage à l'intérieur de la localité est régi par la loi vaudoise sur les procédés de réclame et son règlement d'application. Il doit faire l'objet d'une demande écrite à la Municipalité.	**Article 156 – Affichage** L'affichage à l'intérieur de la localité est régi par la loi vaudoise sur les procédés de réclame et son règlement d'application. Il doit faire l'objet d'une demande écrite à la Municipalité.	
Chapitre XXIV – Police rurale		*Chapitre superflu, car réglementé dans le Règlement communal sur l'entretien des chemins communaux et*
Article 112 – La police rurale est régie, en général par le Code rural et la loi cantonale sur la viticulture, et en particulier, par le présent règlement.		
Article 112 bis – La Municipalité peut fixer l'époque durant laquelle les poules et autres animaux de basse-cour doivent être tenus enfermés.		

		autres ouvrages d'améliorations foncières en région rurale du 23.05.2016
Article 112 ter – La Municipalité peut restreindre, et au besoin interdire, l'usage de tous moyens bruyants mis en œuvre contre les oiseaux pillards.		
Article 112 quater – Tout propriétaire ou fermier a l'obligation de veiller, en tout temps, au bon entretien des chemins réservés aux exploitations agricoles, ainsi que leurs banquettes et accotements. Le long des prés et des champs, les herbes devront être fauchées au moins deux fois l'an.		
Article 112 quinquies – Sur tous les chemins de campagne, il est interdit de : a. Déposer du fumier, de la terre, des pierres, du bois et des matériaux quelconques. b. Miner ou labourer les banquettes et accotements. Modifier les talus		
Article 112 sexies – Les intéressés répondent de tous dégâts occasionnés aux chemins, ouvrages et propriétés par leur faute ou négligence.		
	Chapitre XXVII – Police du mobilier public	*Chapitre nouveau*
	Article 157 - Principe Les parcs, jardins, squares, places de jeux, promenades publiques et toutes autres installations publiques créées pour le délassement sont placés sous la sauvegarde des usagers. Ceux-ci veillent au maintien de l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité, de l'hygiène et de la moralité publics et, en particulier, à la préservation des plantations et du mobilier public.	
	Article 158 - Activités autorisées La pratique de jeux ou de sports est autorisée dans la mesure où elle ne crée pas un danger ou n'entrave pas la circulation des piétons ou des véhicules autorisés.	

Projet

	Article 159 - Disposition pénale Il est interdit, sous peine d'amende : 1. d'enlever de la terre ou du sable le long des chemins et sur les terrains de la commune ; 2. de porter atteinte aux objets visés par l'article 160 du présent règlement ; 3. de porter atteinte aux talus, terre-pleins, et aux autres aménagements destinés au public.	
	Chapitre XXVIII – Police des habitants	*Chapitre nouveau*
	Article 160 - Contrôle des habitants [1] Le contrôle des habitants ainsi que le séjour des étrangers sont régis par les législations et réglementations cantonales et fédérales. [2] La Municipalité est compétente pour établir les tarifs des émoluments en la matière.	
Titre 8 –	**Titre 8 – Dispositions finales**	
Chapitre XXV – Dispositions finales		
	Article 161 - Disposition abrogatoire Le présent règlement abroge le règlement de police du 30 septembre 2011 ainsi que toute disposition contraire édictée par le conseil communal ou la Municipalité.	
Article 113 – Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du département cantonal concerné. Il abroge toutes dispositions antérieures.	**Article 162 - Entrée en vigueur** [1] La Municipalité est chargée de l'exécution du règlement. [2] Elle fixe la date de son entrée en vigueur après adoption par le Conseil communal et approbation par le chef du département concerné. L'article 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.	